

# Agriculture : comment éviter le mur ?



**Pistes pour un système alimentaire durable**



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

Décembre 2016



ENTRAIDE &  
FRATERNITE



Préface

01



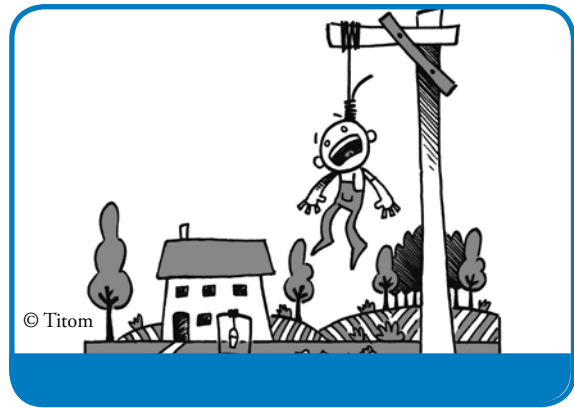
Introduction

03



Agriculture d'hier  
et d'aujourd'hui

04



Un système alimentaire suicidaire 12



Osons changer

18



Agir pour la transition

28



# Préface

La liste des écueils liés à l'agriculture industrielle est bien connue tout autant qu'elle paraît inépuisable : dégradations des terres et des eaux, homogénéisation des paysages, augmentation des émissions de gaz à effet de serre, biodiversité en chute libre, persistance de la faim et des carences en micronutriments, augmentation rapide du taux d'obésité ainsi que des maladies liées à l'alimentation.

L'agriculture industrielle a certes permis des hausses de production de nos principales cultures. Mais elle est aussi caractérisée par une monoculture à grande échelle et par la forte utilisation d'intrants chimiques compromettant la productivité à long terme. Au cours des dernières décennies, les hausses de rendements provenant de l'agriculture industrielle ont commencé à se stabiliser, dans diverses régions, comme par exemple le cas du maïs au Kansas ou du riz à Hokkaido au Japon (Grassini et al. 2013) voire à diminuer (Ray et al. 2012). Avec un peu de recul, on s'aperçoit aujourd'hui que ces systèmes qui sem-

blaient performants et prometteurs masquent un nombre croissant de problèmes d'ordre environnemental, socio-économique et culturel ainsi que de santé publique.

Dans beaucoup de régions du monde, le nombre d'agriculteurs diminue rapidement. Une ferme sur quatre en Europe a disparu entre 2003-2013 dû aux coûts croissants des intrants et à la baisse des revenus agricoles (Eurostat, 2015). Dans de nombreuses régions, les petits agriculteurs, en particulier les femmes, sont en lutte continue pour dépasser un niveau de subsistance (FAO, 2004). Parallèlement, 50% de ceux qui souffrent de la faim dans le monde se trouvent dans des communautés agricoles (PAM, 2015).

Cependant, un nombre croissant de recherches démontre qu'une autre agriculture est possible. L'étude présentée par Entraide et Fraternité se joint à celles-ci, affirmant qu'une transition vers des systèmes agroécologiques diversifiés offre une stratégie de sortie des

cercles vicieux créés par les systèmes agro-industriels. Ces nouveaux systèmes ont aussi pour but d'atteindre nos objectifs agroalimentaires mais de manière différente. Ils ont pour caractéristiques le respect de l'environnement et des populations. Ils prônent une agriculture durable, mieux adaptée aux conditions locales, en préservant les ressources naturelles et la biodiversité, en assurant une meilleure santé et un emploi agricole dignement rémunéré.

Les bases de cette transition existent déjà grâce aux paysans, aux consommateurs, aux groupes de la société civile et à tous les autres acteurs autour du monde qui mettent en œuvre des actions audacieuses et innovantes pour transformer les systèmes alimentaires. Par contre, les systèmes alimentaires industriels et leurs agricultures se sont construits en vase clos, se renforçant mutuellement. On ne peut espérer des changements vers d'autres systèmes qu'en développant des mesures spécifiques qui prennent en compte les caractéristiques propres de chaque pays, et en impliquant d'avantage tous les acteurs et nos décideurs politiques. L'émergence de systèmes agroalimentaires alternatifs peut et doit s'accompagner d'une vague de changements dans les pratiques conventionnelles, sous la houlette de ceux qui ont le pouvoir de les réformer.

Déjà, les belges s'intéressent de plus en plus à une agriculture plus saine, locale, et équitable. Depuis 20 ans, l'agriculture biologique et la permaculture se développent en Belgique. Pendant la période 1997-2013, les surfaces agricoles consacrées au bio ont augmenté de façon exponentielle de 6,818 hectares à environ 62,565 hectares (Statistics Belgium, 2014). Le taux de ménages belges achetant des produits du commerce équitable a augmenté de 24 à 53% entre 2007 et 2014 (FairTrade Belgium, 2016), tandis que 85% des Belges achètent des produits belges au moins une fois par semaine (Comeos, 2016).

L'agriculture industrielle occupe une position dominante depuis des décennies mais produit de moins en moins les résultats nécessaires à la création de systèmes alimentaires durables. Il y a désormais suffisamment de preuves pour suggérer qu'un changement vers des systèmes agroécologiques diversifiés pourrait considérablement améliorer ces résultats et soutenir des systèmes alimentaires plus durables.

Il est indispensable de définir des priorités politiques qui soutiennent l'émergence de systèmes agroécologiques diversifiés, reposant sur une logique intrinsèquement différente de celle d'une agriculture industrielle. Des politiques qui, au fil du temps, créeraient des rapports de force plus équitables, innovateurs et inclusifs, dont découleraient des systèmes plus intégrés, durables, et sains.

Une transition vers des systèmes alimentaires durables et équitables requiert également de sensibiliser les consommateurs aux conséquences de leurs choix en matière d'alimentation et de resserrer les liens entre agriculteurs et consommateurs.



### **Emile Frison**

Membre du Panel d'experts international sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food)  
Ex-Directeur général de Bioversity International.



# Introduction

Scandales de maltraitance des animaux dans les abattoirs, viande de cheval dans les lasagnes « pur-boeuf », déforestation, érosion, famines, obésité et autres problèmes de santé...

Puissance croissante des grands semenciers qui contrôlent l'amont de la production agricole mondiale et concentration des entreprises de transformation et de distribution qui en contrôlent l'aval...

Politiques de dérégulation des échanges commerciaux, accaparements de terres, misère des paysans aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays occidentaux... Il s'agit là du système alimentaire actuel.

Il faut encore ajouter à cela les défis du futur (dont certains sont déjà présents) : le réchauffement climatique et les changements qu'il entraîne, la croissance démographique, la pénurie d'énergie fossile, la croissance des inégalités... au vu de sa situation actuelle, le système alimentaire dominant semble incapable de remplir son rôle : nourrir l'humanité.

Un changement en profondeur de sa structure et de son fonctionnement semble donc nécessaire. Mais quelle direction devrait prendre un tel changement ?

Cette étude tente d'apporter des pistes de réponses pour envisager la transformation du système alimentaire dominant en un système alimentaire durable.

Il convient d'abord de s'interroger sur les processus qui ont amené, en moins d'un siècle, le système alimentaire actuel (chapitre 1). Les défaillances et les vulnérabilités de ce système qui incitent de nombreux chercheurs, de nombreuses associations, ONG et mouvements paysans à envisager des alternatives systémiques, sont ensuite étudiées en détail (chapitre 2). Les pistes pour guider le changement nécessaire du système alimentaire dominant sont alors envisagées (chapitre 3). Mais un tel changement n'est pas chose aisée. De nombreux verrous maintiennent le système actuel en place, laissant peu d'espace aux alternatives. De plus, le passage d'un modèle à l'autre n'est pas abrupt et nécessite une transition. Celle-ci peut être accompagnée par des politiques publiques (chapitre 4).



# Agriculture d'hier et d'aujourd'hui

## Le système alimentaire dominant

Loin de se limiter à un mode de pratique agricole et aux agriculteurs qui l'appliquent, un système alimentaire est bien plus complexe et implique de nombreux acteurs aux différentes étapes qui le composent : de la conception des intrants et machines agricoles à la vente des produits sur le marché ou dans les supermarchés en passant par la production, le transport, la transformation et le soutien politique à l'agriculture. L'efficacité d'un système alimentaire (c'est-à-dire sa capacité à remplir sa mission première qui est de nourrir une population donnée) dépend du bon fonctionnement de toutes les étapes du système.

Le système alimentaire actuel, que nous qualifierons dans cette étude de système alimentaire dominant, est caractérisé par la spécialisation et l'industrialisation de ses procédés sur de grandes surfaces de terre, générant une quantité énorme de matière première agricole uniformisée. En amont, il repose sur un appareil

technologique et chimique perfectionné dépendant dès lors d'un savoir-faire et d'une connaissance très précise dont les ingénieurs agronomes et chimiques, les techniciens agricoles, sont les dépositaires et les garants. En aval, ce système est basé sur de longues chaînes d'approvisionnement, qui s'étendent souvent à l'échelle du globe, où les aliments, traversant plusieurs étapes de transformation industrielle, aboutissent préparés, emballés et certifiés sur les rayons de supermarchés où ils sont achetés à des prix très bas tout en générant pourtant des marges copieuses (de 3 à 20 fois le prix payés à l'agriculteur- Philippe Baqué et al., 2012) pour les entreprises de la grande distribution. Une fois consommés, les déchets issus de ce système alimentaire sont gérés par d'autres systèmes qui les collectent, les traitent, les enfouissent ou les incinèrent. Aux différentes étapes du système alimentaire, les banques et les fonds d'investissements pourvoient aux énormes besoins en capital qu'impliquent la technologie et l'industrialisation des procédés avec de non moins énormes bénéfices à la clé. Là où le capital ne peut être apporté par des ins-

tutions privées, ce sont les politiques publiques qui prennent la relève à coup de subsides et d'incitants. Cette machine bien huilée a permis de générer des excédents alimentaires jamais égalés dans l'histoire humaine.

C'est sur ce système très complexe que repose la sécurité alimentaire des quelque 500 millions d'européens et, a fortiori, les pays industrialisés dans leur ensemble. Comment est-on passé, en moins d'un siècle, d'un modèle d'agriculture paysanne et familiale en polyculture, capable de fournir au marché local plus de 50 produits différents (Mazoyer et Roudart, 2002) avec seulement 5 hectares, au modèle agricole actuel, industrialisé et spécialisé ?

## La grande révolution agricole au 20<sup>e</sup> siècle

« Il y a peu, on rencontrait encore, dans beaucoup de villages d'Europe, de vieux paysans qui avaient travaillé toute leur vie sous le signe de l'agriculture ancienne. Chaque matin, pour se mettre en jambes, ils commençaient souvent par avaler une goutte d'eau de vie de prunelle, de griotte, de pomme ou de poire de leur cru [...]. Puis venait l'heure de la soupe du matin, composée de quelques tranches de pain tiré de leur propre grain, cuit au bois, qu'ils trempaient dans un potage de légumes du jardin. Suivait alors un casse-croute accompagné d'un bout de viande salée ou d'un morceau de fromage caillé à la ferme, et d'un verre de piquette du coin. Tout ce menu, sauf le sel, était le fruit intime de la collaboration d'un minuscule territoire, de la pluie et du soleil qui s'y déversaient, des plantes, des animaux et des hommes qui y vivaient. » (Mazoyer et Roudart, 2002, p. 498) De fait, au début du 20<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, le système alimentaire européen était principalement basé sur de petites exploitations de polycultures-élevages, sans jachère, reposant principalement sur la traction animale et le travail manuel. Chaque ferme visait d'abord l'auto-consommation des producteurs et des habitants du voisinage en élevant des animaux, produisant du grain, des fruits, des légumes, des produits laitiers, de l'huile, du pain, de la laine, du lin, du chanvre,

du vin, de la bière, du bois chauffage... Les fermes s'auto-fournissaient également en moyens de production (semences, fumier, reproduction des animaux, bois de construction, petits outils...). L'enclavement protégeait chaque localité de la concurrence et les fermiers étaient capables de répondre aux besoins de base des populations locales. Bien sûr, il ne s'agissait pas d'une autarcie pure, certains produits (fer, sel, tissus, outils spéciaux) étaient achetés en dehors du village, voire de la région.

En quelques décennies, de grandes évolutions dans les moyens de production ont complètement transformé ces systèmes alimentaires locaux reposant principalement sur les agriculteurs. Les exploitations agricoles d'aujourd'hui sont presque entièrement spécialisées dans un ou deux produits devenus très rentables par l'augmentation de la productivité du travail. En effet, un travailleur agricole est capable de produire aujourd'hui 100 fois plus qu'il y a moins de cent ans. Les fermes sont équipées de machines très sophistiquées, elles utilisent des engrais chimiques et des variétés de plantes ou des races d'animaux très spécialisées. La production est vendue sur un marché national et même international. Cette situation est issue de la combinaison de nombreux facteurs politiques, économiques et technologiques à l'œuvre depuis la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, bien que les évolutions majeures ayant débouché sur le système alimentaire actuel ont eu lieu au cours des 70 dernières années.

## Une révolution technologique en chaîne

Le système alimentaire dominant repose sur un paquet technologique complexe qui a été développé en plusieurs étapes renforçant à chaque fois la transformation de l'agriculture.

D'abord, l'invention du moteur à explosion favorise le développement de tracteurs remplaçant la traction animale. En plus d'augmenter la productivité, les tracteurs permettent aux paysans de ne plus dépendre des animaux. De ce fait, il n'y a plus besoin de conserver des prairies pour les nourrir. Ensuite, grâce à la création des engrais chimiques, les agriculteurs peuvent désormais se passer du fumier des animaux pour la fertilisation des champs.

Parallèlement, le développement des transports et des techniques de conservation des aliments permet un désenclavement des campagnes. Les agriculteurs ont désormais accès à des marchés plus grands et plus éloignés. Les fermes ne sont plus obligées de produire de manière aussi diversifiée, les échanges régionaux deviennent capables de répondre à tous les besoins des populations locales. N'étant plus contraints à la diversification, les agriculteurs peuvent dédier de plus grandes surfaces aux cultures les plus rentables. Les éleveurs quant à eux, peuvent maintenant s'approvisionner en aliments pour animaux sur le marché. Il ne leur est plus nécessaire de produire les aliments pour leur élevage sur la ferme. C'est le début de la spécialisation des exploitations et des régions agricoles.

Accompagnant ce mouvement, de nouvelles technologies font leur apparition et participent à augmenter la productivité des fermes. De nouveaux outils et machines agricoles sont proposés aux agriculteurs, toujours plus puissants. Ces engins facilitent le travail et accroissent la productivité à l'hectare par travailleur. Par ailleurs, grâce à des techniques scientifiques avancées, les plantes et les races d'animaux sont sélectionnées pour obtenir le meilleur rendement, et sont adaptées aux nouveaux moyens de productions (engrais, machines...). Cependant, avec la spécialisation des cultures et des élevages, avec l'abandon progressif des rotations de cultures (remplacées par des monocultures) et des pâturages naturels, les espèces animales et végétales deviennent plus vulnérables aux maladies et aux ravageurs. De plus, les nouvelles technologies de production mobilisent des capitaux très élevés, les investissements doivent être protégés, il faut prévenir les problèmes dans les élevages et les cultures. Dès lors, les industries phytopharmaceutiques et zoopharmaceutiques se développent et proposent des produits permettant de préserver la santé des cultures et des élevages (fongicides, herbicides, insecticides, antibiotiques...)

A cette époque (à partir des années 1960), les rendements des cultures et élevages augmentent de façon astronomique et vont jusqu'à tripler. La production alimentaire atteint des niveaux jusque-là inimaginables. L'offre de nourriture augmente et les prix diminuent. Pour maintenir la rentabilité des exploitations, les agriculteurs doivent continuer à augmenter

la productivité et les rendements tout en réduisant les coûts de production. Les exploitations qui ne parviennent pas à garder le rythme entrent en crise et finissent par disparaître tandis que les exploitations les plus performantes acquièrent les terres des fermes en crise afin de réaliser des économies d'échelle et d'augmenter encore la production. Un mouvement de concentration des terres s'opère, avec des fermes toujours moins nombreuses et toujours plus grandes. L'agriculture est donc de plus en plus spécialisée, productive et capitalisée.

Les agriculteurs sur lesquels reposait la quasi-totalité du système alimentaire européen n'occupent plus aujourd'hui qu'un rôle de fournisseur de matière première agricole, réduits à un maillon de la longue chaîne du système alimentaire dominant. La production agricole ne représente plus que 3% de la richesse des pays industrialisés tandis que l'industrie agroalimentaire, située en amont et en aval des exploitations agricoles, représente en moyenne 10% du PIB de ces mêmes pays (Mazoyer et Roudart, 2002).

Le système alimentaire dominant n'aurait pas pu émerger sans ces avancées technologiques majeures mais, comme le précise Jean-Philippe Peemans (2007, p47) « le changement technologique [...] est en fait indissociable d'un contexte institutionnel lui-même défini par la résultante de conflits d'intérêts et de luttes de pouvoirs. » Il convient donc d'analyser les politiques qui ont accompagné l'évolution du système alimentaire européen et mondial ainsi que les institutions qui en résultent.

### **Les politiques agricoles de la modernisation**

L'évolution de l'agriculture à partir du 19<sup>e</sup> siècle est indissociable de la révolution industrielle demandeuse de main-d'œuvre occupée dans l'agriculture. Les ouvriers de l'industrie, toujours plus nombreux, nécessitaient une alimentation importante alors que de moins en moins de personnes travaillaient dans l'agriculture. Face à cette nécessité, plusieurs modèles de politiques agricoles ont vu le jour.

Au Royaume Uni, c'est la réduction de la production agricole interne qui a primé, l'approvisionnement alimentaire du pays étant assuré par une ouverture des frontières aux produits agricoles étrangers, notam-

ment issus des colonies britanniques. Cette politique a été à l'origine du statut de fournisseur de matière première agricole pour de nombreux pays du Sud. D'autres pays, comme la France, ont préféré maintenir une agriculture vivrière importante tout en favorisant l'agriculture d'exportation de produits tropicaux issus de leurs colonies, ces produits n'entrant pas en concurrence avec les agriculteurs de la métropole. Le mot d'ordre était donc plutôt au protectionnisme. Les USA, quant à eux, ont promu un « modèle fermier moderne » (Peemans, 2007) à partir des années 1930. Ce modèle repose sur une division des tâches entre la production de grains, celle de nourriture animale et l'élevage. Cette division du travail a entraîné une spécialisation et une modernisation des agriculteurs les transformant en entrepreneurs plutôt qu'en paysans. Cela a également permis l'émergence de nouveaux acteurs dominants dans le système alimentaire : les entreprises agroalimentaires de transformation et de distribution.

Les exigences de l'industrie ont aussi amené la plupart des pays européens à moderniser leur agriculture ; ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que les politiques agricoles ont été élaborées dans le prisme de la modernisation. L'agriculture paysanne est considérée comme arriérée et doit évoluer. C'est le modèle américain de spécialisation qui servit de modèle. L'élite dominante dans l'intelligentsia européenne étant plutôt sous influence américaine, l'agriculture européenne est évaluée à l'aune de son retard par rapport à celle des USA (Peemans, 2007).

La création de la Politique agricole commune (voir infra) répond donc à la fois à cette volonté de moderniser l'agriculture selon le modèle fermier des USA tout en garantissant l'autonomie alimentaire de l'Europe par des mesures protectionnistes. La même logique de modernisation de l'agriculture fut appliquée aux pays du Sud dans une volonté de garantir leur sécurité alimentaire. C'est ce que l'on a appelé la révolution verte. Dans les faits, la révolution verte a surtout contribué à concentrer les terres dans les mains de quelques grands producteurs agricoles orientés vers l'export. Ce sont les bases de l'expansion du modèle « grain- alimentation animale – élevage » à une échelle globale tel que c'est le cas aujourd'hui. Ces orientations politiques, aussi bien en Europe

qu'aux USA ou dans les grands pays agricoles du Sud (Argentine, Brésil, Afrique du Sud...), ont amené le développement des entreprises agroindustrielles, rapidement devenue incontournables dans la définition des politiques agricoles. Ces acteurs agissant à une échelle transnationale ont exercé énormément de pression sur le monde politique pour libéraliser les échanges agricoles.

Cette libéralisation commença à se concrétiser à partir des années 1980, époque à laquelle une classe politique néolibérale devint dominante. Toujours ancrée dans le paradigme de la modernisation, cette classe politique voit le développement « *comme une adaptation continue aux exigences de la globalisation, nouvelle étape du processus universel de modernisation* » (Peemans, 2007, p.36). L'agriculture n'échappa pas à cette exigence. C'est ainsi qu'elle fut libéralisée et que les chaînes alimentaires ont été globalisées. Avec pour conséquence l'amenuisement progressif du pouvoir de décision des États au profit de celui des entreprises de l'agrobusiness.

Pour mieux comprendre l'évolution des politiques en fonction de ce modèle de modernisation et de protection mais aussi d'un souci de libéralisation toujours plus grand, il est utile de se pencher sur deux institutions qui ont vu le jour au cours de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de la PAC et de l'OMC qui ont toutes les deux un impact très fort sur le système alimentaire européen.

### **Un instrument de modernisation : La Politique agricole commune**

En 1957, à la création de la Communauté Économique Européenne (CEE), les États membres avaient encore en mémoire les affres de la seconde guerre mondiale, parmi lesquelles la famine occupait une place prédominante. Un des objectifs de la CEE fut donc d'assurer la sécurité alimentaire de ses États membres. Dans ce but, les 6 États fondateurs de l'Union européenne décidèrent d'appliquer une politique agricole commune. Cette politique fut créée en 1962. Elle avait pour objectif de permettre aux citoyens européens de se nourrir à des prix raisonnables tout en assurant des prix rémunérateurs aux agriculteurs. Le principe est simple : les prix sont maintenus à des niveaux plus élevés que la normale

tandis que les agriculteurs sont protégés de la concurrence internationale par des mesures douanières qui limitent l'entrée de produits alimentaires étrangers sur le marché de la CEE. Ainsi les prix européens étaient plus élevés que les cours mondiaux.

Accompagnée de subsides pour aider les agriculteurs à se moderniser et à reconstruire les bâtiments détruits par la guerre, cette politique porta rapidement ses fruits. Les agriculteurs investirent dans les nouvelles technologies mises à leur disposition, ils produisirent de plus en plus et furent désormais capables d'emprunter aux banques pour financer leur propre développement. L'efficacité de la première PAC fut telle que, dès les années 1970, la production alimentaire européenne était excédentaire. Toutefois les surplus de production étaient coûteux à stocker et coûteux à exporter puisque le maintien artificiel de prix élevés les rendait peu compétitifs sur les marchés internationaux. De plus, les excédents, exportés à bas prix, inondaient les marchés des pays du Sud, détruisant leur agriculture locale incapable de faire face à cette concurrence déloyale (Van Der Steen, 2007). Ces difficultés sont une conséquence logique de cette politique de prix qui incite les agriculteurs à produire toujours plus, sans tenir compte de la demande (Charvet, 2008). Une autre conséquence indirecte et involontaire de cette politique est qu'elle profitait plus aux régions et exploitations qui étaient déjà les plus favorisées (par un meilleur climat, une meilleure terre, un meilleur accès aux marchés...) générant des inégalités entre régions agricoles et entre agriculteurs.

Pour faire face aux excédents de production qui devenaient de plus en plus coûteux, des quotas<sup>1</sup> de production furent peu à peu établis pour certains produits (lait, céréales, oléagineux, viandes, sucre...). Ces aménagements successifs aboutirent à la première réforme de la PAC en 1992, sur la base de nouveaux objectifs : meilleur équilibre entre l'offre et la demande, protection de l'environnement, maintien des revenus agricoles, équilibre dans les soutiens (pour limiter les inégalités), maintien en activité d'un nombre élevé d'agriculteurs (Charvet, 2008). D'une politique de

soutien des prix, la PAC devint une politique de soutien direct aux agriculteurs. Les baisses progressives des « prix d'intervention » (c'est-à-dire les prix planchers fixés par l'UE) furent compensées par des aides aux agriculteurs. Concrètement, les prix de vente des produits agricoles diminuent mais l'UE compense cette diminution par des subsides versés directement aux agriculteurs, ce qui constitue un moyen « légal » aux yeux de l'OMC (voir infra) d'exporter à un prix inférieur aux coûts de production des agriculteurs européens (Van Der Steen, 2007).

Ces aides sont calculées en fonction des rendements moyens de chaque région. Ainsi, les régions les moins productives sont légèrement avantagées. Cela aurait pu équilibrer les inégalités de production apparues avec la modernisation de l'agriculture, mais tel ne fut pas le cas. En effet, les aides, si elles n'étaient plus directement couplées à la production réelle des agriculteurs, étaient fortement liées à l'étendue des exploitations. Les plus grandes fermes, celles qui avaient pu s'agrandir en récupérant les terres des fermes tombées en faillites, furent donc favorisées et surtout incitées à s'agrandir encore. De la même manière, les aides aux éleveurs furent liées non pas à la quantité de bétail (cela afin de réduire l'offre de viande et de lait) mais à une limitation à deux vaches par hectare maximum (cela pour des raisons de préservation de l'environnement), incitant également à l'agrandissement des surfaces de production et favorisant ainsi la concentration des terres.

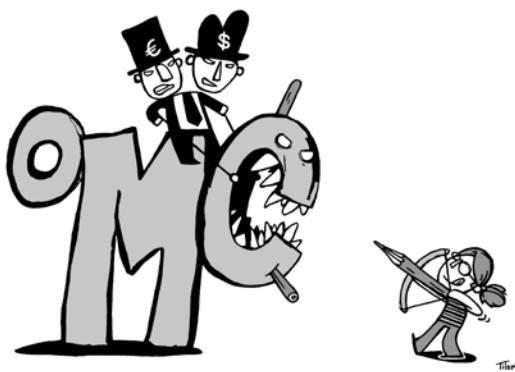
Parallèlement, les droits de douanes pour l'entrée de produits agricoles étrangers furent progressivement réduits, même si le marché européen demeurait fortement protégé<sup>2</sup>. À partir de la réforme de 1992, la PAC « devient l'un des acteurs les plus puissants qui pousse à la libéralisation » (Van Der Steen, 2007, pp 61). Les principales critiques adressées à la PAC concernaient la tendance à favoriser le productivisme et les exploitations les plus compétitives, l'impact environnemental induit par de telles pratiques et le protectionnisme qui défavorisait les échanges agricoles mondiaux. Au fil des réformes (1992, 1999, 2003

<sup>1</sup> Des quotas de production maximale sont fixés pour chaque type de production et pour chaque agriculteur. Les agriculteurs reçoivent des aides tant qu'ils respectent les quotas qui leurs sont fixés.

<sup>2</sup> Cette réforme de la PAC constitue une réponse aux demandes extérieures (de la part des États-Unis, du Brésil et de l'Argentine notamment) de libéralisation du marché agricole mondial et d'ouverture de l'UE à ces échanges au moment même où se négociait la création de l'Organisation mondiale du commerce (voir infra).

et 2013), l'UE a tenté de répondre à ces critiques, par exemple en introduisant dans la PAC un deuxième pilier d'aide au développement rural afin de soutenir les régions qui furent défavorisées par les premières étapes de la politique agricole, en réduisant les aides à l'exportation qui faussaient les prix sur le marché mondial ou en conditionnant les aides directes à des mesures environnementales. Cependant, la progressive libéralisation des échanges agricoles et la poursuite systématique d'une logique productiviste et de compétition qui en découle n'ont pas permis de rectifier les inégalités induites pendant les trente premières années de la PAC. Car parmi les mesures de rectification de la PAC, celles favorisant la libéralisation des échanges ont toujours prévalu.

### Agriculture et libéralisation du commerce



Entrés dans une période de récession économique à partir des années 1980, de nombreux États se sont tournés vers les échanges internationaux dans le but de maintenir ou de relancer leur croissance économique par la conquête de nouveaux marchés. Bien que protégée de cette dynamique pendant quelque temps, l'agriculture finit par être libéralisée progressivement au cours des années 1990 puis presque totalement à partir des années 2000. Quelles sont les étapes de ce processus ?

### Un outil de libéralisation : L'organisation mondiale du commerce

Alors que l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), créé en 1947, avait laissé de côté l'agriculture, principalement parce que les politiques d'autonomie alimentaire constituaient encore des objectifs géopolitiques vitaux à la sortie de la seconde guerre mondiale, le cycle de négociation de l'Uruguay visant à créer l'OMC et débuté en 1986, ne fit pas l'impasse sur ce secteur. Les négociations portant sur la libéralisation des échanges agricoles furent difficiles, notamment parce que de nombreux pays (USA, Brésil et Argentine en tête) refusaient de négocier si l'UE n'abandonnait pas ses pratiques protectionnistes induites par la PAC. Finalement, avec la réforme de la PAC en 1992 et l'abandon de la politique de soutien aux prix des denrées alimentaires, les négociations purent aboutir à l'accord de Marrakech de 1994 et à la mise en place de l'OMC. Un plan de libéralisation progressive de l'agriculture était mis en place. Les pays « développés » s'engagèrent à réformer leurs politiques agricoles entre 1995 et 2000 afin de se plier aux règles de l'OMC<sup>3</sup>.

Parallèlement, les États membres de l'OMC furent d'accord d'appliquer des exceptions (limitées) à certaines règles de soutien interne dont, notamment, les aides compensatoires<sup>4</sup> issues de la réforme de la PAC de 1992.

Les subventions à l'exportation devaient quant à elles diminuer progressivement sur une période de 6 ans. Par la force des choses, elles ont subi de fortes réductions depuis lors, atteignant seulement 0,02% du budget de la PAC en 2014 contre 29,3% en 1993<sup>5</sup>.

Malgré la réduction progressive des droits de douane, certains produits européens restèrent fortement protégés par des tarifs douaniers allant jusqu'à 50%. Il s'agit principalement des produits laitiers, de la viande bovine, des céréales et du sucre.

<sup>3</sup> Site du Parlement européen, fiches techniques sur L'Union européenne : L'accord de l'OMC sur l'agriculture, consulté le 28/10/2016 [http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU\\_5.2.7.html](http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU_5.2.7.html)

<sup>4</sup> Ces aides directes attribuées aux agriculteurs compensaient la réduction progressive du soutien au prix des denrées alimentaires appliqué par la première PAC.

<sup>5</sup> Site du Parlement européen, fiches techniques sur L'Union européenne : L'accord de l'OMC sur l'agriculture, consulté le 28/10/2016 [http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU\\_5.2.7.html](http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU_5.2.7.html)

L'agriculture restait donc fortement protégée mais l'ouverture des marchés consécutive à ces nouvelles règles n'en eut pas moins un impact fort sur l'agriculture européenne qui bénéficiait jusque-là d'une protection très forte vis-à-vis du marché mondial. Ainsi, « en 2014, environ 71 % des importations agroalimentaires totales sont entrées dans l'Union avec un droit zéro, pour une valeur de 72 milliards d'euros<sup>6</sup>. »

Il est à noter que, dans une large mesure, les réformes successives de la PAC depuis 1992 ont eu pour but de rendre l'UE conforme à ses engagements à l'OMC. Dès 1992, ce n'est plus la volonté de soutenir les agriculteurs qui oriente la PAC mais bien celles de satisfaire les partenaires commerciaux de l'UE et d'appliquer à l'agriculture la doctrine néolibérale.

En 2001, un nouveau cycle de négociations de l'OMC démarre, qui vise à ouvrir encore davantage les économies des États membres de l'OMC aux échanges internationaux. Parmi les sujets abordés, l'agriculture occupe une place importante et l'objectif affiché est d'arriver à une fin progressive de la protection de ce secteur afin de réduire les distorsions des échanges (élimination des tarifs douaniers, fin des subventions à l'exportation et réduction des soutiens internes à l'agriculture). Pour différentes raisons politiques et géopolitiques, les négociations se sont enlisées au fil des ans sans grandes avancées concernant l'agriculture. Pourtant, la conférence de Nairobi en décembre 2015 a abouti à des décisions partielles mais néanmoins importantes. Ainsi<sup>7</sup> :

- Les États « développés » sont tenus d'éliminer immédiatement les subventions à l'exportation qui faussent la concurrence
- L'UE a également accepté une réduction de 60% de ses droits de douanes.

Les résultats de la conférence de Nairobi, quoiqu'incomplets, signent la fin de la protection de l'agriculture européenne qui était déjà bien amorcée. En ce sens, la PAC semble n'être plus qu'un instrument palliatif des effets négatifs du marché. Les producteurs

européens, n'étant plus protégés de la concurrence étrangère, sont obligés de produire à des prix qui ne couvrent pas leurs coûts de production. Seules les aides de la PAC leur permettent de survivre dans ce contexte. Mais les mesures de la PAC, loin d'améliorer ce contexte difficile pour les agriculteurs, contribuent plutôt à l'aggraver. Plus concrètement, quels sont les effets du libre-échange sur l'agriculture européenne ?

### Contournements de l'OMC

L'enlisement du cycle de Doha a mis en lumière les faiblesses du fonctionnement de l'OMC, où les décisions ne sont pas prises suffisamment rapidement au goût de certains (USA et UE en tête). L'UE, pour pallier cette lenteur dans la libéralisation du commerce mondial, a adopté une stratégie de contournement de l'OMC par des accords bilatéraux de libre-échange. L'avantage pour une puissance comme l'UE, c'est d'être en position de force par rapport à ses « partenaires » commerciaux du Sud. Ce qu'elle ne parvenait pas à leur imposer au sein de l'OMC, elle l'obtient dans des négociations bilatérales. C'est le cas des accords de partenariat économiques avec les pays ACP ainsi que de l'accord d'association UE-Amérique centrale. Aujourd'hui, avec le TTIP et le CETA, c'est la même logique qui est adoptée, à la différence que l'UE n'est pas en position de force face aux USA et au Canada. Elle risque donc de négocier des traités qui ne sont pas à l'avantage de ses citoyens (Caudron, 2014).

### Les effets du libre-échange sur l'agriculture européenne

#### • Compétition internationale

La première conséquence de l'ouverture des frontières aux échanges de produits agricoles est la mise en concurrence de modèles de production très différents. Ainsi, un producteur laitier wallon avec 50 vaches et 50 ha vend son produit sur le même marché qu'un producteur néozélandais détenant 1000 vaches sur

<sup>6</sup> Site du Parlement européen, fiches techniques sur L'Union européenne : L'accord de l'OMC sur l'agriculture, consulté le 28/10/2016 [http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU\\_5.2.7.html](http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU_5.2.7.html)

<sup>7</sup> Site du Parlement européen, fiches techniques sur l'Union européenne : Le cycle de Doha et l'agriculture, consulté le 28/10/2016 : [http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU\\_5.2.8.html](http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=FTU_5.2.8.html)

plusieurs centaines d'hectares. Sur le marché international, c'est le prix le plus bas qui sert de référence pour tous les autres. Ainsi, les producteurs les plus compétitifs (dans notre exemple, le producteur néo-zélandais) fixent le prix et les autres sont forcés de vendre leur production à ce prix-là, même si celui-ci ne couvre pas leurs coûts de production.

#### • **Productivisme à outrance**

Pour continuer à être rentables, les producteurs les moins « compétitifs » sont donc forcés d'améliorer leur productivité en investissant dans des machines et des infrastructures, des variétés végétales et animales plus performantes. Ils sont forcés de réduire leurs coûts de production en réduisant la qualité, en augmentant les surfaces exploitées ou en rognant tout simplement sur leur qualité de vie. La libéralisation des échanges agricoles incite donc au productivisme et à la concentration des terres. En d'autres mots, comme dans la jungle, sur le marché international, seule la loi du plus fort compte. Et la concurrence est encore plus dure pour les agriculteurs des pays du Sud qui non seulement sont moins productifs mais en plus ne bénéficient, bien souvent, d'aucun soutien de la part de leurs États.

#### • **Spécialisation**

Mais ce n'est pas tout. Pour avoir une chance de rester compétitifs, les agriculteurs doivent se spécialiser dans les productions où ils sont les plus rentables. La spécialisation extrême des modèles de production découle donc en grande partie de la libéralisation de l'agriculture. C'est ainsi que le Brésil et l'Argentine se sont spécialisés dans la production de soja qui alimente les élevages de porcs et de poulets belges, élevages dans lesquels se sont spécialisés de nombreux agriculteurs flamands.

#### • **Concentration du pouvoir, opacité et pollution**

Quand les produits étrangers, même venus de très loin, sont moins chers que les produits locaux, les chaînes d'approvisionnement s'allongent. Les industries de transformation importent leur matière première et exportent leurs produits finis. Cet allongement des chaînes d'approvisionnement induit une grande opacité dans le système tout en étant très gourmand en énergie.

Parce que le libre-échange engendre des chaînes d'approvisionnement de plus en plus longues, ce sont les acteurs intermédiaires qui ont tendance à détenir le pouvoir, c'est-à-dire, en amont de la production, les fournisseurs d'intrants et, en aval, les entreprises de distribution. Ce sont ces dernières qui fixent les prix et les conditions de vente. Dans ce modèle opaque et au pouvoir concentré dans peu de mains, les agriculteurs perdent leur capacité de décision et leur autonomie. Ils sont de simples fournisseurs de matière première. Les citoyens, quant à eux, sont de simples consommateurs sans véritable liberté de choix puisque les produits des supermarchés sont proposés par une poignée d'entreprises (Baqué, 2012).

#### • **Marchandisation de l'alimentation**

Un autre effet de la libéralisation de l'agriculture est celui de réduire l'alimentation à une simple marchandise, déconnectée de son terroir, de son mode de production, de la culture et de la tradition qu'elle contient. L'agriculture devient alors un simple business dont l'objectif n'est plus de répondre à un des besoins vitaux de l'humanité - se nourrir -, mais bien de faire du profit. Une conséquence notable de cette « marchandisation » de l'agriculture et de son ouverture aux marchés internationaux est la volatilité et l'instabilité des prix. Ceux-ci sont soumis aux aléas climatiques (il suffit qu'une région productrice de blé subisse une forte sécheresse et les prix augmentent) mais aussi à la spéculation boursière sur les matières premières qui peut faire chuter les prix de façon dramatique. Cette volatilité rend incertain le futur des agriculteurs à chaque récolte et elle hypothèque la capacité de survie d'une grande part de l'humanité, incapable d'accéder à l'alimentation en cas d'augmentation soudaine des prix.

Une révolution technologique, accompagnée par des politiques volontaristes qui s'inscrivent dans le paradigme de la « modernisation » et qui sont empreintes de l'idéologie néolibérale, soutenue par des institutions puissantes telles que la PAC ou l'OMC, ont donné sa forme actuelle au système alimentaire dominant. Celui-ci est aujourd'hui confronté à de nombreuses crises (économique, sociale, environnementale, alimentaire, sanitaire...) qui mettent à jour ses nombreuses limites et défaillances. C'est ce qu'aborde le chapitre suivant.



© Titom

# Un système alimentaire suicidaire

L'analyse de l'évolution de l'agriculture ancienne (Mazoyer et Roudart, 2002) vers l'agriculture moderne au cours du 20<sup>e</sup> siècle et des facteurs qui l'ont influencée laissent entrevoir la limite du système alimentaire dominant sur lequel repose notre sécurité alimentaire. Défaillances et vulnérabilités sont les deux faces de cette limite.

## Les défaillances du système alimentaire dominant

### Système alimentaire et changements climatiques<sup>8</sup>

L'accord de Paris, signé par 200 États lors de la COP21 en décembre 2015 l'atteste, le réchauffement climatique et les changements qu'il implique sont une réalité et ils sont dus à l'activité humaine. Si

l'on en croit les estimations du GIEC, en continuant sur la trajectoire d'émission de gaz à effet de serre (GES) actuelle, l'année 2050 pourrait déjà être de 4°C plus chaude que 1850, ce qui remet en cause les conditions mêmes de la survie humaine sur la planète Terre (Servigne, 2014).

Or, l'agriculture industrielle est responsable de près d'un tiers des émissions de GES d'origine humaine. C'est principalement par les rejets de protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) par les engrais azotés utilisés dans la production agricole et par les rejets de méthane (CH<sub>4</sub>) émis par les élevages intensifs de bétail que l'agriculture contribue au réchauffement climatique (Caudron et al., 2015-2). Ces émissions correspondent à 13-15% des émissions de GES dues à l'activité humaine. Mais si on ajoute à cela les activités

<sup>8</sup> Pour plus d'informations sur les changements climatiques et ses effets sur l'agriculture, voir l'étude d'Entraide et Fraternité : Paysans résolus, réchauffement combattu, novembre 2015. Disponible ici : <https://www.entraide.be/Paysans-resolus-rechauffement-combattu>

en amont de la production agricole (fabrication des engrais et des pesticides principalement), les activités en aval (transport, transformation, commercialisation), les gaspillages qui en résultent ainsi que la déforestation induite par l'extension des cultures et des élevages, on arrive à une participation du système alimentaire dominant de 30 à 32% des émissions anthropiques de GES (Idem).



### La dégradation des écosystèmes

En plus de son impact sur le réchauffement climatique, le système alimentaire dominant a des effets très négatifs sur l'environnement et les écosystèmes en général.

D'abord, les rejets d'azotes, de phosphates et de méthanes engendrent la pollution des sols, des rivières, des nappes phréatiques et de l'air. L'excès d'azote dans les sols entraîne leur acidification. Quand l'azote n'est pas absorbé par le sol, il s'écoule dans les rivières où il favorise le développement d'algues invasives détruisant les écosystèmes aquatiques et générant des « zones mortes », principalement à l'embouchure des rivières. Quant au phosphate, présent en trop grande quantité dans l'eau, il entraîne le développement de bactéries dangereuses pour la santé humaine et animale (Servigne, 2014).

Une autre conséquence de l'usage trop important de fertilisants, d'herbicides et de pesticides combiné à la monoculture et l'extrême mécanisation de l'agriculture consiste en l'érosion et la dégradation des sols (IPES-Food, 2016). À l'échelle planétaire, on considère que 20% des terres agricoles sont dégradées<sup>9</sup>. 12 millions d'hectares de terres sont détériorés chaque année.

La conséquence générale de ces impacts environnementaux de l'agriculture industrielle, et peut être la plus grave, est la destruction de la biodiversité. On n'hésite plus à qualifier la destruction actuelle de la biodiversité animale et végétale de « sixième extinction massive » de l'histoire de la planète (Servigne, 2014). Les conséquences de telles pertes génétiques sont énormes car l'ensemble des espèces d'un écosystème contribuent au bon fonctionnement de celui-ci. La biodiversité est une condition de survie de l'humanité, elle contribue à stabiliser le climat, à purifier l'air et l'eau, à protéger les sols, à polliniser les plantes... Au moins 40% de l'économie mondiale reposent sur ces services écosystémiques (Idem). À elle seule, la pollinisation représente 9,5% de la valeur économique de toute l'agriculture (153 milliards d'euros) (IPES-Food, 2016).

En détruisant les ressources nécessaires (eau, biodiversité, terre, climat...) à sa survie, on peut dire que le modèle agricole industriel est la cause principale de sa propre disparition future.

### Hécatombe sociale

L'environnement n'est pas la seule victime de ce système alimentaire dominant. Les agriculteurs ont aussi leur lot de souffrances dans un tel système déconnecté de la nature et de l'humain.

Certes, l'agriculture industrielle, accompagnée de son paquet technologique performant, a augmenté les rendements des agriculteurs, leur permettant d'augmenter leurs revenus. Mais ce paquet technologique a un coût : les charges des agriculteurs sont très élevées. De plus, l'augmentation de la production a eu pour effet de faire baisser les prix. À cela s'ajoute la libéralisation de l'agriculture et la tendance à adopter le prix le plus bas du marché, forçant parfois les agriculteurs à vendre en dessous de leurs coûts de production. Ce système exerce une pression sur les producteurs qui doivent être toujours plus productifs et compétitifs. La spécialisation des cultures présente également des risques pour les agriculteurs qui dépendent du prix international pour assurer leur survie. Si le prix de leur unique production chute brusquement, ils n'ont aucun filet de sécurité pour éviter les pertes et la faillite.

<sup>9</sup> C'est-à-dire qu'elles ne contiennent plus un niveau de matière organique suffisant pour assurer la fertilité.

Malgré la mécanisation des tâches, le travail augmente pour les agriculteurs qui ne peuvent pas se permettre d'engager des ouvriers et qui ne survivent que grâce aux aides et aux subsides. Dans ces conditions, la profession ne présente pas d'attraits et les agriculteurs sont en manque de successeurs, d'autant plus que pour de nouveaux agriculteurs, l'installation a un coût trop élevé. Quand une ferme fait faillite ou qu'un agriculteur prend sa retraite, c'est une ferme plus grande qui rachète les terres et les outils. Les agriculteurs sont moins nombreux, plus isolés.

Cet isolement des agriculteurs réduit leur pouvoir de décision face à l'industrie agroalimentaire et à la grande distribution. Ils sont dépendants également des intrants qui leur permettent de maintenir un niveau élevé de productivité (engrais, produits phytosanitaires et aliments pour le bétail). Seuls, ils perdent leur pouvoir de négociation et doivent accepter le prix et les conditions en amont et en aval de leur production. Et cela malgré les revendications des syndicats agricoles depuis des années.

L'isolement est également ressenti psychologiquement par les agriculteurs. Perte de sens, isolement, difficultés financières et conditions de travail difficiles génèrent une souffrance psychologique chez les agriculteurs qui souvent aboutit à la dépression et au suicide.

### **Danger sanitaire**

Aujourd'hui, personne n'échappe à l'exposition aux produits chimiques utilisés dans la production alimentaire (pesticides, herbicides, antibiotiques...). En mars 2016, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé le glyphosate<sup>10</sup> dans la catégorie des cancérigènes dangereux<sup>11</sup>.

Il a par ailleurs été prouvé que les pesticides sont liés à des maladies telles qu'Alzheimer, l'asthme, Parkinson ou encore à la stérilité, au dérèglement du système endocrinien générant des malformations à la naissance... (IPES-Food, 2016). Les personnes les plus exposées à ces risques sont les agriculteurs eux-mêmes, mais des résidus de produits phytosanitaires sont également présents dans la nourriture.

La sélection de races d'animaux d'élevage toujours plus productives et l'agrandissement de la taille des élevages ont favorisé l'émergence de maladies zoonotiques<sup>12</sup> dont les exemples les plus célèbres sont la vache folle et la grippe aviaire (Idem).

L'uniformisation des variétés de plantes produites par l'agriculture industrielle a provoqué une perte de leurs qualités nutritives. De plus, la réduction du nombre de variétés végétales et animales entraîne un régime moins varié et moins équilibré. La « malbouffe », caractéristique du système alimentaire dominant (trop de sel, trop de sucre, trop de graisse...) est responsable de l'augmentation de l'obésité, des maladies cardiovasculaires, des cancers... « Manger serait devenu aussi dangereux que fumer » (Servigne, 2014, pp 34). Si l'augmentation quantitative de l'offre alimentaire a permis d'accroître l'espérance de vie, l'augmentation du nombre de maladies dues à une alimentation malsaine et peu variée entraîne « une baisse de l'espérance de vie en bonne santé » (idem).

### **Débauche de déchets**

Selon la FAO, environ 30% de la nourriture qui est produite est gaspillée. 50% de ces pertes ont lieu dans les pays riches lors des étapes de transport, transformation, commercialisation et consommation des aliments (FAO, 2013).

« Ces pertes coûtent chaque année à l'économie mondiale 565 milliards d'euros et à la planète l'équivalent de trois fois le Lac Léman en eau ainsi qu'un tiers de la surface agricole terrestre. Les émissions de gaz à effet de serre dégagées chaque année par la production de ces denrées perdues représentent ce qu'émettent les États-Unis ou la Chine en six mois » (Servigne, 2014, pp 35).

En Europe, environ un tiers de ce qui est acheté par les ménages est jeté, ce qui a d'autant plus d'impact sur l'environnement car gaspiller en fin de la chaîne d'approvisionnement revient à gaspiller toutes les ressources et toute l'énergie nécessaires à la production, la transformation et l'acheminement des produits. Ce gaspillage est paradoxal quand on sait qu'aujourd'hui encore 795 millions de personnes souffrent

<sup>10</sup> Le glyphosate est la molécule active de l'herbicide le plus vendu de Monsanto : le Round Up.

<sup>11</sup> [https://www.iarc.fr/en/media-centre/iarcnews/pdf/Q&A\\_Glyphosate.pdf](https://www.iarc.fr/en/media-centre/iarcnews/pdf/Q&A_Glyphosate.pdf)

<sup>12</sup> Il s'agit de maladies contractées par des animaux et pouvant être transmises aux humains

de la faim (FAO, FIDA et PAM, 2015). Il est bien la preuve de l'inefficacité du système alimentaire dominant à remplir sa fonction première : nourrir l'humanité.

## Les vulnérabilités du système alimentaire dominant

En plus des défaillances qui lui sont inhérentes, le système alimentaire dominant présente des faiblesses, des vulnérabilités qui le rendent inapte à faire face aux défis du 21<sup>e</sup> siècle.

### Vulnérabilité face aux changements climatiques

Alors que l'agriculture est l'activité humaine dépendant le plus des conditions climatiques, l'agriculture industrielle est un des secteurs contribuant le plus au réchauffement climatique. C'est aussi le secteur qui subira le plus les changements climatiques amorcés.

Si cette augmentation des températures pourrait permettre à certaines régions de développer leur agriculture dans un climat plus favorable, les grandes zones productives (USA, Brésil, Argentine...) risquent de voir chuter leurs rendements à partir d'un certain seuil de température. Or, l'Europe dépend grandement de l'approvisionnement en maïs et en soja de ces régions pour alimenter ses élevages industriels (Servigne, 2014). Le changement climatique le plus remarquable et le plus visible aujourd'hui est l'augmentation du nombre d'événements climatiques extrêmes (ouragans, précipitations intenses et inondations, vagues de chaleur et sécheresse). Dans le futur, plus d'événements de ce genre se produiront, détruisant les cultures et décimant les élevages (Caudron et al., 2015-2).

L'élévation du niveau des mers va réduire les surfaces agricoles dans les principaux deltas et embouchures de la planète. De plus, de nombreuses nappes phréatiques seront salinisées par cette montée des océans (Idem).

Les changements climatiques ajouteront leur lot à la pression déjà exercée par les activités humaines sur la

biodiversité (Ibidem).

L'agriculture industrielle est extrêmement vulnérable à ces changements climatiques. La monoculture et le nombre restreint de variétés animales et végétales qu'elle utilise réduisent les capacités des agroécosystèmes industriels à faire face à des chocs climatiques. La sélection génétique des plantes et des animaux en fonction de leurs capacités à produire plus et à s'adapter aux technologies de l'agriculture « moderne » (engrais, aliments pour animaux très énergétiques, machines agricoles et de traites...) a réduit la capacité d'adaptation de ces variétés et espèces aux changements climatiques. Même si des entreprises comme Monsanto proposent déjà de nouvelles variétés de céréales génétiquement modifiées pour faire face à des sécheresses ou à des inondations, ces inventions humaines ne peuvent remplacer l'évolution naturelle, plus stable et plus complète des espèces (Caudron et al, 2015-2).

### Dépendance vis-à-vis de ressources épuisables

#### • Dépendance à l'énergie fossile bon marché

L'entièreté du système alimentaire dominant repose sur une source d'énergie bon marché et facile d'utilisation : le pétrole et tous ses dérivés.

Les engrais azotés sont fabriqués à partir de grandes quantités de gaz naturel ; les pesticides et les herbicides, à partir de pétrole. Leur transport vers les revendeurs puis vers les agriculteurs utilise de l'énergie fossile. Toutes les étapes de la production agricole mécanisée utilisent de l'essence ou du diesel. Les chaînes d'approvisionnement, depuis la ferme jusqu'aux rayons des supermarchés, dépendent de l'énergie fossile. La transformation en usine des aliments, la chaîne du froid ainsi que la collecte et le traitement des déchets consomment de l'énergie.

On peut mesurer l'efficacité de l'agriculture par la quantité de calories alimentaires produite par une calorie d'énergie. Ainsi, en 1940, une calorie de pétrole produisait 2,3 calories alimentaires. Aujourd'hui, une

calorie de pétrole produit 0,14 calories alimentaires... (Servigne, 2014).

« Nos systèmes alimentaires transforment du pétrole en nourriture, et de la nourriture en humains. Littéralement, nous mangeons du pétrole. » (Servigne, 2014, pp 40).

Jusqu'ici tout va bien : le pétrole est abondant et reste bon marché malgré une augmentation constante du prix du baril. Il est difficile de dire avec certitude quand aura lieu le pic pétrolier<sup>13</sup> ou s'il a déjà eu lieu (Bruchet et Van Brusselen, 2007). Une chose est certaine : les réserves de pétrole diminuent et l'extraction devient de plus en plus coûteuse et compliquée. Parallèlement, la consommation ne cesse d'augmenter.

La question des réserves de pétrole est du reste secondaire, dans la mesure où, pour limiter le réchauffement climatique à moins de 2°C (par rapport au début de la Révolution industrielle), il faudrait laisser dans le sol 80% des énergies fossiles (Mc Glade et Ekins, 2015).

L'Europe est presque entièrement dépendante de pays étrangers pour son approvisionnement en pétrole. Il y a fort à parier que ces pays réduiront leurs exportations de pétrole pour se concentrer sur leur propre consommation au fur et à mesure que leurs réserves s'amenuiseront.

Qu'advient-il quand il n'y aura plus de pétrole pour approvisionner notre système alimentaire ? Ou tout simplement quand les prix seront tellement élevés que la nourriture deviendra inabordable ?

« [...] alors que voyager en avion ou conduire une voiture n'est pas une nécessité vitale pour les humains, manger l'est beaucoup plus. » (Servigne, 2014, pp 43)

Le problème est que le pétrole ne peut pas être remplacé si aisément. Il n'existe tout simplement pas d'énergie qui soit aussi efficace et aussi facile à utiliser. Les agrocarburants ne sont pas une solution car leur production entre en concurrence directe avec la

production alimentaire. Dans un monde au climat bouleversé et à la population croissante, la production alimentaire ne peut être concurrencée par un autre type de production. De plus, l'intégralité de notre économie repose sur les différentes propriétés du pétrole (plastique, produits chimiques, énergie...) et les agrocarburants ne peuvent remplir toutes ces fonctions.

#### • Dépendance au phosphore

L'efficacité de l'agriculture industrielle est en grande partie due aux engrais chimiques très performants qu'elle utilise. Un des principaux composants de ces engrais est le phosphore, un minerai disponible en quantité limitée et dont les réserves, comme celles du pétrole, diminuent rapidement. Le pic du phosphore est proche (Servigne, 2014) et son prix ne cesse d'augmenter. Comme dans le cas du pétrole, l'augmentation du prix du phosphore se répercute sur le prix de l'alimentation. Sans phosphore, les rendements de l'agriculture industrielle chuteront énormément, ce qui mettra en danger la sécurité alimentaire de nombreuses personnes. Ceci est particulièrement préoccupant pour l'Europe qui est entièrement dépendante des importations de phosphore pour maintenir sa production agricole.

#### • Dépendance à l'eau

L'agriculture industrielle est l'activité humaine qui consomme le plus d'eau douce. Elle contribue à l'épuisement des réserves souterraines d'eau douce tout en réduisant la capacité des sols à retenir l'eau de pluie, ce qui limite la reconstitution de ces réserves. Sans eau, l'agriculture industrielle ne peut maintenir ses rendements. Les élevages sont également très dépendants de la disponibilité et de la qualité de l'eau douce.

Comme dans les autres cas cités ci-dessus, alors que le système alimentaire dominant est extrêmement dépendant d'une ressource (comme l'eau) pour assurer son fonctionnement, il contribue à sa destruction et par là même, met en danger les conditions de sa propre survie.

<sup>13</sup> Le pic pétrolier désigne le moment où l'extraction mondiale de pétrole atteint son niveau maximum. À partir de ce moment, la quantité de pétrole extraite diminue tandis que les prix du baril augmentent. Il ne s'agit donc pas de la fin du pétrole proprement dite mais bien de la fin du pétrole bon marché.

## Vulnérabilité structurelle

Le système alimentaire dominant est vulnérable aux facteurs externes présentés plus haut. Mais il est également vulnérable pour des raisons internes à sa structure. Au moins deux éléments structurels du système alimentaire dominant le rendent très vulnérable aux chocs.

### • Sa centralisation

Le système alimentaire dominant est régi par quelques entreprises multinationales qui occupent tous les maillons de la chaîne alimentaire. Le marché mondial des semences étaient contrôlé à 50% par 3 compagnies en 2007 (IPES-Food, 2016). Le commerce du grain à l'échelle mondiale est détenu à près de 90% par 4 entreprises d'agrobusiness (Idem). Pour ce qui est de la grande distribution, une dizaine de multinationales se partagent 75% du marché mondial. L'entreprise Walmart, numéro un de la grande distribution, est devenue la plus grande entreprise au monde à l'égard des volumes vendus (Garouste et al, 2014). « En Belgique, 5 entreprises (Carrefour, Colruyt, Aldi, Delhaize et Lidl) se partagent 88% des parts du marché. » (Delvaux 2013). « Dépendre de si peu d'acteurs pour une préoccupation aussi vitale est donc un danger en soi » (Servigne, 2014, pp 48). Ainsi, les étapes les plus cruciales du système alimentaire sont dans les mains de quelques entreprises. Celles-ci contrôlent le pouvoir et les bénéfices du système et maintiennent celui-ci tel qu'il est car elles en sont les principales bénéficiaires. Littéralement, ces entre-

prises contrôlent la sécurité alimentaire d'une grande partie du monde, y compris celle des Européens. Or, elles contrôlent l'alimentation non pas pour veiller à la sécurité alimentaire mais bien pour se garantir un maximum de profits.

### • L'interdépendance

L'allongement des chaînes d'approvisionnement par la mondialisation et la libéralisation des échanges a entraîné une complexification du système au point que toutes ses composantes sont interconnectées. Il suffit qu'un seul des éléments du système fasse défaut pour que les effets s'en ressentent partout dans le monde et dans des secteurs très variés. Plus un système est complexe et moins les chocs sont prévisibles (Servigne, 2014). La crise alimentaire de 2008 ou les épidémies comme celle de la grippe aviaire en sont des preuves. Or, le monde de demain (et en partie déjà, celui d'aujourd'hui) verra se multiplier les chocs et les crises.

Le système alimentaire dominant est trop vulnérable pour pouvoir assurer sa fonction première aujourd'hui et demain. Il ne pourra faire face à la pénurie de ressources épuisables ni aux changements climatiques. Face à ce constat, il semble évident qu'un changement en profondeur du système alimentaire est nécessaire. Mais dans ce cas, quels principes pourraient guider ce changement ? Cette question est abordée au chapitre suivant.

QUAND L'INJUSTICE DEVIENT UN DROIT,  
LA RÉSISTANCE DEVIENT UNE OBLIGATION.



MIC

Milcherzeuger Interessengemeinschaft

erzeuger.be

## Osons changer

Le système alimentaire actuel est incapable de répondre aux besoins de l'humanité tout en répondant aux défis climatiques, sociaux et économiques du 21<sup>e</sup> siècle. Un autre système alimentaire capable de remplir cette tâche apparaît donc nécessaire. Un système alimentaire durable, juste et éthique, capable d'assurer sa fonction première tout en répondant aux défis actuels en matière de climat, d'inégalités sociales, de santé, de protection de l'environnement, de stabilité économique...

Selon Pablo Servigne (2014), dire que le système alimentaire dominant va disparaître ne tient pas d'une idéologie à l'encontre d'un système alimentaire industriel et capitaliste mais bien de la lucidité. Qu'on le veuille ou non, ce système disparaîtra par la force des choses<sup>14</sup>. Dans ce cas, un choix s'offre à la société : poursuivre dans la direction actuelle en appliquant la politique de l'autruche et espérer que des solutions émergeront quand tout s'effondrera. Ou

alors, prendre dès aujourd'hui les choses en main et s'assurer que nous disposons d'outils efficaces pour faire face aux crises actuelles et futures. Dans l'un et l'autre cas, le changement en profondeur du système alimentaire (et pas simplement sa réforme) est inévitable. Reste à savoir si nous voulons anticiper et accompagner ce changement ou simplement le subir.

### Un nouveau système alimentaire oui mais lequel?

À vrai dire, il n'existe pas de système alimentaire de rechange livré clé sur porte avec mode d'emploi et garanti à vie... Actuellement, personne ne peut dire réellement à quoi ressemblera le système alimentaire du futur ni comment le mettre en place. Trop de paramètres entrent en jeu, la réalité est trop complexe et les situations sont trop variées pour laisser la place à une solution globale et unique. Il est néanmoins possible de se baser sur des balises et des principes

<sup>14</sup> Principalement à cause des changements climatiques et de l'épuisement des ressources fossiles telles que le pétrole et le phosphore.

fondamentaux afin d'orienter le futur système alimentaire de façon à ce qu'il soit en mesure d'assumer sa fonction première malgré les défis de demain. Ces balises peuvent être définies à partir, d'une part, des défaillances du système actuel qu'il faut éviter de reproduire et, d'autre part, des défis qui nous attendent et auxquels il convient de s'adapter.

Tout d'abord, un principe général et fondamental doit orienter la réflexion sur le changement du système alimentaire :

« On ne peut définitivement pas penser le système alimentaire sans penser ce qui l'entoure. Inversement, on ne peut considérer un sujet de société sans inclure le système alimentaire dans le raisonnement »  
(Servigne, 2014, pp 58).

Pour éviter de laisser des problèmes sans réponse ou de n'envisager que des réponses partielles, une approche systémique paraît plus appropriée que l'approche actuelle de la pensée en silo. À problème systémique, réponse systémique.

Étant donné les prévisions sur l'évolution du climat et de la disponibilité des ressources dans le futur, la résilience du système alimentaire semble plus prometteuse que le rendement et l'efficacité économique. En effet, la résilience est l'aptitude d'un système à maintenir son fonctionnement malgré les chocs et les perturbations (IPES-Food, 2016). Il s'agit bien ici de développer un système alimentaire flexible, avec une forte capacité d'adaptation à des conditions changeantes et non pas simplement de le renforcer, de le rendre plus rigide pour qu'il soit plus résistant<sup>15</sup> (Servigne, 2014).

## Les grandes lignes d'un nouveau système alimentaire

Toujours selon Pablo Servigne (2014), mais aussi selon le groupe de chercheurs internationaux IPES-Food (2016), le système alimentaire qu'il nous faut inventer sera résilient, pour garantir sa survie face à des chocs inconnus et imprévisibles. Il doit pouvoir nourrir l'humanité tout en s'adaptant aux change-

ments climatiques, en ne dépendant d'aucune ressource non renouvelable (principalement les énergies fossiles). De plus, ce système alimentaire devrait respecter l'environnement, assurer des conditions de vie et un revenu décent aux agriculteurs, produire des aliments sains et sans danger, maintenir des prix de vente raisonnables et stables. Enfin, sa définition et sa gestion devraient être démocratiques, avec une répartition équitable du pouvoir entre les acteurs qui le composent. Ce programme n'est pas sans rappeler les revendications portées par le mouvement de la souveraineté alimentaire. Et c'est un programme chargé !

Plus concrètement, quelques principes peuvent orienter un tel système alimentaire. Il est cependant important de ne pas proposer des solutions rigides. Un système alimentaire alternatif devrait pouvoir varier en fonction du contexte et des conditions locales, il sera donc par essence multiple tout en conservant des lignes rouges à ne pas dépasser pour en maintenir la capacité à nourrir le monde équitablement et durablement.

Précisons, avant de proposer des principes pour un système alimentaire alternatif, que la mise en œuvre d'alternatives ne s'opère jamais sans risques (pertes de rendement ou de revenus pour un producteur, emplois précaires et mal payés dans un premier temps, surcharge de travail, discriminations de classe ou de genre non voulues...). Il est rare qu'une innovation allant dans le sens de la transition du système alimentaire réussisse dès le départ. Il est important d'avoir la capacité d'analyser les alternatives proposées au fur et à mesure de leur mise en œuvre et d'avoir le courage de procéder par essais-erreurs, améliorant le processus à chaque étape. Un appui des pouvoirs publics est également primordial pour le développement de telles alternatives. Néanmoins, au vu des défis futurs et de la souffrance générée par le système alimentaire actuel et de son incapacité à faire face aux défis de demain, les risques du changement valent sans doute la peine.

<sup>15</sup> Il ne s'agit pas pour autant d'abandonner complètement la notion de résistance, puisque proposer un système alimentaire alternatif constitue en soi une forme de résistance (au sens de lutte ou de refus) au système alimentaire dominant.



### Un système alimentaire localisé

Un système alimentaire localisé signifie une production locale qui serait transformée et commercialisée le plus localement<sup>16</sup> possible. Cela réduit en partie la dépendance au pétrole car le système dépend moins des transports sur de longues distances.

De plus, la localisation réduit le nombre d'intermédiaires entre producteurs et consommateurs. Les marges de bénéfices sont donc mieux réparties entre les différentes étapes et une plus grande part de celles-ci revient aux producteurs, tandis que le prix de vente du produit fini reste raisonnable.

La diminution des intermédiaires simplifie le système. Cela minimise les risques de défaillance d'un maillon de la chaîne et réduit le risque de voir des chocs se répercuter sur l'ensemble du système. Les régions deviennent moins dépendantes les unes des autres, ce qui limite la propagation de chocs.

Mais cette proposition ne rejette pas pour autant le commerce entre régions, nations, voire continents. Un système alimentaire localisé signifie avant tout une rationalisation de la production et des échanges commerciaux en termes de distances plutôt qu'en termes de profits. Il s'agit en fait d'éviter d'importer des produits de l'autre bout du monde alors qu'il est possible de les produire localement<sup>17</sup>. Par ailleurs, en cas de crise, une région peut toujours compter sur les autres pour son approvisionnement en aliments.

La réduction du nombre d'intermédiaires entre producteur et consommateur augmente la transparence et la confiance dans le système. Quand on sait d'où viennent les aliments que l'on consomme et qui les produit, il y a moins de risques de voir quelqu'un tricher sur la qualité des aliments et leur mode de production.

<sup>16</sup> Il est difficile de dire avec précision quelle « distance » représente le local. Le local peut se référer à une distance variable en fonction de la taille du territoire concerné (Hinrichs, 2003). Ainsi, on n'envisagera pas le local de la même façon aux USA qu'en Wallonie. De manière générale, on considère que pour être local, un produit doit être consommé le plus près possible de son lieu de production (Roininen et al. 2006). Cette notion variera donc également en fonction du type de produit considéré. Un citoyen pourrait fort bien consommer des légumes produits dans son quartier mais il serait bien en peine de trouver du blé produit en ville.

<sup>17</sup> On trouve souvent dans les rayons des supermarchés des pommes de Nouvelle-Zélande alors que les producteurs belges, suite à l'embargo russe sur certains produits européens, doivent détruire leurs récoltes...

## Un système alimentaire diversifié

Produire et consommer localement entraîne une nécessaire diversification de la production locale. Avec des consommateurs ou des coopératives de consommateurs locaux comme interlocuteurs en lieu et place des centrales d'achat de la grande distribution, les agriculteurs seraient amenés à répondre aux besoins locaux de consommation et non aux injonctions des grands acheteurs qui favorisent la spécialisation (Baque et al., 2012). Une plus grande variété de produits est nécessaire pour répondre à ces besoins.

La diversification des cultures élimine les risques liés à la spécialisation. En cas de problème avec un produit, une culture, les autres productions permettent d'éviter la pénurie alimentaire pour les consommateurs et la faillite pour le producteur.

Un système diversifié favorise le maintien, voire le développement de la biodiversité. Il est prouvé que la monoculture est vulnérable aux maladies et aux attaques de ravageurs ainsi qu'aux chocs climatiques. À l'inverse, la diversité permet aux agroécosystèmes de développer des complémentarités entre espèces (végétales et animales) qui rendent le système résilient (IPES-Food, 2016).

Le système alimentaire dominant réduit l'agriculteur au rôle de simple fournisseur de matière première coincé entre l'industrie des intrants chimiques et celle de la grande distribution, dépouillé d'une grande partie de son pouvoir de décision. Il réduit aussi le citoyen à un consommateur attentif uniquement à son pouvoir d'achat. Un système alimentaire résilient et local repose sur un regain de contrôle de la part des acteurs à la base de ce système (les agriculteurs et les consommateurs principalement). Pour rendre cela effectif, une manière de faire serait de réduire le nombre d'intermédiaires entre agriculteurs et consommateurs. Par conséquent, l'agriculteur pourrait être soutenu dans la transformation d'une partie de sa production<sup>18</sup>. Et le consommateur, incité à acheter localement des produits transformés. Ainsi, la relocalisation d'un système alimentaire diversifié

pourrait contribuer à sortir les agriculteurs de leur rôle de simple fournisseur de matière première et permettrait au consommateur de choisir des produits dont il connaît l'origine, le parcours et la qualité sans dépendre de la grande distribution.

### Un système alimentaire local et diversifié comme politique de création d'emplois ?

En Wallonie, la relocalisation de l'agriculture sur des fermes résilientes de petites dimensions présente un potentiel de 16 000 emplois directs (Noel et Van Malder, 2014). À Bruxelles, le développement d'une agriculture urbaine et périurbaine permettrait la création d'au moins 12 000 emplois directs (Berger, 2015). Bien sûr, ce potentiel ne peut se réaliser que si certaines conditions sont remplies, en commençant par un revenu suffisant attribué aux agriculteurs (voir infra).

## Un système alimentaire circulaire

Dans un contexte de ressources de plus en plus rares, on peut se demander si le système alimentaire peut reposer sur une logique linéaire où des matières premières sont extraites à un bout de la chaîne et des déchets rejetés à l'autre bout. N'y aurait-il pas plus de sens, comme le propose Pablo Servigne (2014), à organiser l'économie et le système alimentaire de façon circulaire ?

Selon cette logique, « les déchets des uns sont les matières premières des autres<sup>19</sup> » (Servigne, 2014, p. 70). En plus de réduire l'impact des déchets et du gaspillage, voire d'y mettre fin, penser de façon circulaire permet au système d'être plus autonome et donc moins vulnérable à la propagation des chocs. C'est également un moyen d'améliorer l'efficacité énergétique du système alimentaire.

<sup>18</sup> Notons que les stratégies de survie de nombreux agriculteurs les amènent déjà à transformer leur production pour diversifier et augmenter leurs revenus.

<sup>19</sup> Concrètement, la matière organique rejetée après consommation des aliments retourne dans les champs d'où elle a été extraite. Ce genre d'approche est déjà adopté par certains fermiers qui réutilisent certains déchets ou résidus de leur activité. Ainsi, il arrive qu'un éleveur propose son fumier à un agriculteur céréalier.

## Les conseils de politiques alimentaires – Food Policy Councils

Les conseils de politiques alimentaires (CPA) sont nés aux Etats-Unis dans les années 1980. Deux constats sont à l'origine de ces conseils. D'abord, le système alimentaire dominant aux USA posait des problèmes en termes d'accessibilité et de santé. Ensuite, les politiques ayant un impact sur l'alimentation étaient fragmentées et manquaient de cohésion. Des acteurs non gouvernementaux ont donc commencé à réfléchir à des solutions pour y remédier d'un point de vue politique.

Les conseils de politiques alimentaires visent moins à lancer des alternatives au système alimentaire dominant qu'à rassembler les acteurs de ce système pour en analyser les problèmes et y apporter des solutions holistiques en conseillant les gouvernements locaux et régionaux.

Partant du principe que le changement a plus de chances de s'obtenir par la construction de relations interpersonnelles fortes, développant la confiance et le respect entre les acteurs impliqués, la proximité avec les décideurs politiques est favorisée dans les CPA. C'est donc principalement aux niveaux locaux et régionaux que s'implantent les CPA. De plus, pour des questions telles que l'alimentation, qui sont intrinsèquement liées à un territoire précis, c'est au niveau de ce territoire que peuvent s'obtenir des changements concrets et immédiats (Alkon et al. 2009).

« Un PCA consiste donc en un groupe de représentants et de parties prenantes de tous les secteurs du système alimentaire. Ils incluent souvent des défenseurs de la justice alimentaire, des éducateurs, des employés d'organisations sans but lucratif impliqués dans la réforme du système alimentaire, des citoyens concernés, des représentants de gouvernements, des agriculteurs, des épiciers, des chefs, des travailleurs du secteur de l'alimentation, des entrepreneurs, des transformateurs et distributeurs de nourriture. » (Alkon et al. 2009, pp16)

Les PCA ont plusieurs fonctions :

- analyser et discuter les problèmes du système alimentaire local ;
- coordonner les actions de ces différents acteurs dans leur travail de transformation du système alimentaire ;
- Évaluer et influencer les politiques locales et régionales ;
- Lancer et soutenir des services et des programmes qui répondent aux besoins locaux.

Ainsi, dans l'État de Connecticut, berceau des PCA, le Connecticut State Policy Food Council a réussi à interdire les distributeurs de soda dans les écoles, à débloquer des fonds pour protéger les terres agricoles, à réformer et coordonner les programmes étatiques de sensibilisation à la nutrition, à augmenter le nombre d'infrastructures de transformation de la nourriture, à augmenter l'achat de produits locaux par les agences et les institutions de l'État, développer un réseau de 300 fermes où des produits locaux sont vendus...

Si au départ, la préoccupation des PCA était l'accès à l'alimentation pour tous les consommateurs, ils visent, aujourd'hui, à développer des systèmes alimentaires locaux qui soient durables et justes. Ils apparaissent également comme des moyens de développer l'économie locale dans des régions dévastées par la désindustrialisation ou l'exode rural.

Actuellement, on dénombre 282 PCA en Amérique du nord (Hopkins, 2015). Il n'existe pas à notre connaissance de recensement des PCA en Europe bien qu'ils tendent à émerger dans certaines régions (dans le Comté de Cork en Irlande par exemple). Il est à noter qu'en Europe, c'est principalement le mouvement des villes en transition qui joue le rôle de PCA bien qu'ayant une approche plus axée sur la transition énergétique des villes (celle-ci prenant évidemment en compte la relocalisation de l'alimentation).

## Un système alimentaire décentralisé et communautaire

La hiérarchisation extrême du système actuel concentre le pouvoir dans les mains de quelques grands acteurs agroindustriels qui dessinent le système alimentaire de façon à maximiser leurs profits. Pour bien fonctionner, un système alimentaire durable et juste a besoin de démocratie (comme le montre l'encadré sur les conseils de politiques alimentaires). Il est question ici d'une meilleure répartition du pouvoir entre les différentes étapes du système alimentaire. Un système alimentaire localisé et diversifié impliquerait une plus grande participation démocratique locale pour la gestion de ce système.

La décentralisation apparaît comme nécessaire à la localisation car pour permettre à l'agriculture de répondre aux besoins des populations locales, les agriculteurs ont besoin du pouvoir de le faire, d'être assez autonomes pour y arriver. Pour transformer le système alimentaire, les communautés locales et les agriculteurs devraient pouvoir décider des changements à mettre en place. Ce pouvoir ne peut donc rester aux mains d'entreprises qui veulent avant tout rémunérer leurs actionnaires.

C'est bien la décentralisation au sens d'un transfert de pouvoir, qui permet au système alimentaire résilient de s'adapter aux réalités locales (comme le prouve l'exemple des CPA). Elle est en tout cas une condition de son émergence.

« Le monde peut s'écrouler physiquement, tant que des liens sociaux forts existent, tout demeure possible » (Servigne, 2014, p.71). Le fonctionnement communautaire ou collectif du système alimentaire au niveau local est une condition pour rendre effective sa décentralisation car il favorise l'auto-organisation (Servigne, 2014). Plus il y a d'interactions sociales conviviales entre membres d'une communauté, plus il y a de confiance. Cela peut également résoudre le problème de l'isolement des producteurs tout en favorisant la transparence du système, l'échange de savoirs et de savoir-faire, l'entraide, la fraternité. Tous ces ingrédients qui font cruellement défaut au monde moderne et qui pourtant font partie des outils qu'ont toujours utilisés les êtres humains pour dépasser les crises et les chocs.

Aller à l'encontre du pouvoir centralisé du système ali-

mentaire dominant nécessite cette union et ce travail collectif car des individus isolés ne peuvent amener une véritable transition du système alimentaire. C'est ce qu'a démontré l'accapement du concept d'agriculture biologique par l'agro-industrie qui l'a vidé de son contenu alternatif et politique (Baque et al. 2012).



### La Ceinture Aliment-Terre de Liège<sup>20</sup>

Lancée en novembre 2013, la Ceinture Aliment-Terre de Liège (CATL) est un réseau d'organisations, de citoyens concernés et de chercheurs qui veulent réformer en profondeur le système alimentaire de la province de Liège. Ce réseau part du constat qu'il existe d'ores et déjà un grand nombre d'initiatives qui œuvrent la transition du système alimentaire. Il s'agit avant tout de mettre en relation les acteurs de la transition alimentaire de Liège afin qu'ils renforcent leur actions et combinent ensemble leurs lacunes. Par des ateliers ouverts favorisant la participation de tout un chacun sur un pied d'égalité, ils identifient les « chaînons manquants » de la transition vers un système alimentaire durable et travaillent ensemble à la création d'outils et d'initiatives pour y remédier. Un point fort de ce réseau est sa proximité avec le monde académique qui lui permet d'acquérir une véritable légitimité, préalable nécessaire à la construction d'une véritable collaboration avec les autorités locales. Un autre point fort de la CATL est d'inciter les citoyens à l'action en proposant le cadre et les outils adéquats. À terme, la CATL pourrait bien remplir le rôle d'un Conseil de politique alimentaire permettant aux autorités locales et à tous les acteurs concernés de redynamiser l'économie locale, de soutenir les agriculteurs locaux et d'améliorer la souveraineté alimentaire de la région.

<sup>20</sup> Plus d'information sur la Ceinture Aliment-terre de Liège dans l'analyse d'Entraide et Fraternité « La Ceinture Aliment-Terre liégeoise : exploration d'un réseau alternatif » par Alexandre Baguette. Disponible ici : <https://www.entraide.be/La-ceinture-aliment-terre-liegeoise-exploration-d-un-reseau-alternatif>.

## **Une agriculture résiliente, durable et juste**

Un changement du système alimentaire implique un changement de certaines pratiques agricoles. De même que pour le système alimentaire, il n'existe pas de modèle d'agriculture préétabli et applicable du jour au lendemain. Ici encore, des principes peuvent orienter les changements des pratiques agricoles vers plus de résilience.

### **• Une agriculture naturelle**

L'agriculture « moderne » adapte l'environnement à ses besoins. En d'autres mots, elle veut contrôler et soumettre la nature. On l'a vu, ce type d'approche génère des dégâts environnementaux et climatiques sans précédents. L'observation de la nature, l'adaptation des pratiques agricoles à celle-ci comme le proposent l'agroécologie et la permaculture, seraient la logique inverse à celle du modèle agricole dominant. Les promoteurs de l'agroécologie affirment que l'agriculture doit s'efforcer d'imiter la nature en partant du principe que les écosystèmes naturels fonctionnent de façon optimale (Caudron, 2015-1).

Pour éviter les dégâts environnementaux et sanitaires causés par les engrais de synthèse, les pesticides et les herbicides, l'agriculture naturelle, grâce à certaines techniques agroécologiques, pourrait abandonner progressivement ces intrants externes. Ainsi, les rotations de cultures, les combinaisons de cultures en fonction des complémentarités des plantes, l'agroforesterie, la combinaison élevage-culture, la couverture permanente du sol... permettent d'éviter le développement de mauvaises herbes. Une étude de 2008 a démontré par exemple que la quantité de mauvaises herbes diminue exponentiellement quand le nombre d'espèces cultivées augmente (IPES-Food, 2016).

Des techniques telles que le push-pull (ou répulsion-attraction) permettent un contrôle naturel des insectes ravageurs et rend inutile l'usage de pesticides : d'une part, des plantes repoussant les ravageurs sont plantées en combinaison avec d'autres cultures et, d'autre part, des plantes attirant les ravageurs sont plantées dans des endroits isolés de la ferme. D'autres techniques dites de « lutte biologique » favorisent le

développement d'insectes et d'animaux prédateurs des ravageurs.

L'entretien du sol par des engrais verts, du compost et du fumier permet d'augmenter le nombre de micro-organismes qui y sont présents et d'en améliorer la fertilité. Ainsi, nul besoin d'engrais azotés (Servigne, 2014).

Sans intrants externes, l'agriculteur est plus indépendant et peut dès lors décider lui-même du modèle agricole qu'il veut développer et répondre aux besoins des communautés locales ; mais en plus, ses coûts diminuent et ses revenus augmentent (IPES-Food, 2016). La qualité du sol, de l'air et de l'eau s'améliore. La qualité des aliments ainsi que leur diversité augmentent également, réduisant les problèmes de santé liés à une alimentation malsaine (voir supra).

### **• Une agriculture réparatrice**

L'agriculture industrielle est responsable de nombreux dégâts causés à l'environnement (qualité de l'eau, des sols, de l'air...). La qualité du sol notamment est primordiale pour maintenir la productivité de l'agriculture. Or, en Wallonie comme partout ailleurs où l'agriculture industrielle est dominante, les sols se sont appauvris. 90% des terres wallonnes cultivées ont moins de 1,5% de matière organique. Ces terres ont perdu plus de 50% de leur matière organique depuis 1960 et cette situation continue à se dégrader dans certaines régions (Service Public de Wallonie – Environnement, 2014-1). Sans matière organique dans le sol, il n'y a pas de fertilité et donc un véritable besoin d'engrais chimiques. Pourtant, dans un futur où le gaz naturel (qui sert à la fabrication des engrais de synthèse) devrait être rare, l'agriculture aura besoin de sols fertilisés par des matières organiques naturelles. Il semble donc important de rétablir des niveaux de matière organique acceptables dans les sols. Heureusement, il existe de nombreuses méthodes écologiques le permettant (compost, couverture permanente du sol, engrais verts, association de cultures, combinaison culture-élevage...).

Un autre élément fondamental pour l'agriculture est la biodiversité (sauvage et domestique) et les services

écosystémiques qu'elle génère. En Wallonie, 31% des espèces animales et végétales sont menacées de disparition et 9% ont déjà disparu<sup>21</sup>. Deux tiers des espèces d'abeilles sauvages ont disparu ou sont en voie de disparition<sup>22</sup>. Les abeilles domestiques quant à elles sont en diminution et ont des taux de mortalité de plus de 30% (alors que le taux de mortalité tolérable est de 15% maximum)<sup>23</sup>. Or, en Belgique, environ 75% des plantes se reproduisent grâce aux pollinisateurs (dont principa-

lement les abeilles sauvages<sup>24</sup>). Les causes de ces pertes de biodiversité sont multiples mais principalement liées à l'agriculture industrielle (fragmentation des territoires, utilisation d'engrais et de pesticides, destruction des habitats naturels...). Selon IPES-Food (2016) et Servigne (2014), pour pouvoir remplir sa mission première, l'agriculture doit s'attacher à reconstruire la biodiversité des agroécosystèmes pour en assurer la pérennité.



### Graines de Vie : un potager en permaculture à Nethen dans le Brabant wallon<sup>25</sup>

Ce potager existe depuis 2007, suite à l'initiative de l'agriculteur Herman Pirmez voulant apporter du changement et retisser des liens sociaux avec les habitants du village. Il crée alors la coopérative Graines de vie, qui n'a cessé de s'agrandir au fil des années. Dans cette coopérative, on retrouve la Ferme de la Patte d'Oie qui s'occupe des cultures de grande ampleur (par exemple les céréales). À côté, on retrouve différents ateliers comme la boulangerie, le maraîchage (dont le potager de Nethen), des élevages d'animaux (cochons, poules, etc.), de l'arboriculture et d'autres ateliers de transformation et de formation.

Chaque année, de nombreux bénévoles donnent un coup de main, c'est aussi l'occasion pour eux de se former au maraîchage et plus particulièrement à la permaculture. Pour Alexandre, le maraîcher du potager, cultiver en permaculture lui permet de se rapprocher un maximum de la nature et de créer un mini-écosystème, tout en ayant un rendement équivalent au maraîchage « ordinaire ».

Durant la saison de mai à novembre, le potager produit des paniers bios avec, exclusivement, les légumes qui y sont cultivés (plus d'une quarantaine), mais aussi avec les fruits qui y poussent (fraises, framboises, prunes, pommes,

poires, etc.). En dehors de cette période, les paniers bios sont toujours proposés à la vente, mais les légumes et fruits viennent essentiellement de producteurs locaux (qui eux parviennent à les faire pousser grâce à des serres). Chaque semaine, Graines de Vie fournit 150 paniers aux habitants des environs.

Pour Alexandre, « il y a beaucoup de choses à changer en ce qui concerne l'agriculture et ce qu'elle devient au fil du temps. Par exemple, des subsides de l'Union européenne sont donnés aux agriculteurs conventionnels pour continuer leurs pratiques. Pourtant, au contraire, les personnes voulant se lancer dans le bio sont dans l'obligation de payer pour obtenir le label biologique européen. Un meilleur soutien public à ce type d'agriculture serait un moyen pour évoluer vers une agriculture plus durable et écologique.

Il est cependant intéressant et encourageant de constater que le bio continue à augmenter malgré tout, tant dans l'agriculture que dans le maraîchage. On retrouve aussi parfois des pratiques agroécologiques comme c'est le cas au potager, même si cela reste toujours de petite ampleur pour l'instant. » Il serait même possible, selon le maraîcher de Graines de Vie, de cultiver en permaculture sur de bien plus grandes surfaces, mais cela reste compliqué à mettre en place et demande beaucoup de main d'œuvre.

L'expérience d'Alexandre dans le projet à Nethen lui permet de réaliser que de plus en plus de personnes sont sensibilisées à propos de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture durable. De nombreuses personnes ayant des profils très différents sont prêtes à s'investir dans le projet. Beaucoup d'entre elles sont des jeunes non issus du monde agricole, ayant fait des études universitaires et montrant un réel intérêt pour ce type de projets.

<sup>21</sup> Service Public de Wallonie – Environnement, 2014-2

<sup>22</sup> Service Public de Wallonie – Environnement, 2014-3

<sup>23</sup> Service Public de Wallonie – Environnement, 2014-4

<sup>24</sup> Service Public de Wallonie – Environnement, 2014-3

<sup>25</sup> Par Stefano Zedde, suite à sa visite du projet le 31/03/2016

## Une consommation responsable et juste

Si le modèle agricole oriente forcément l'offre alimentaire et donc en partie la demande et la consommation, l'inverse est encore plus vrai, comme le montrent les exemples de l'encadré ci-dessous. Les habitudes et les exigences des consommateurs façonnent le système alimentaire (Servigne, 2014). Vouloir absolument de la nourriture au prix le plus bas ou consommer toujours plus de viande n'est pas viable étant donné les défis qui nous attendent. Les consommateurs ont donc également leur rôle dans la nécessaire transition du système alimentaire.

### • Un prix juste

La recherche absolue du prix le plus bas n'est pas compatible avec une agriculture durable (Baqué, 2012). Les prix trop bas imposés aux agriculteurs par la grande distribution causent leur fuite en avant dans un système toujours plus productiviste et destructeur. La nourriture bon marché n'existe pas. Si elle ne coûte pas cher au consommateur, elle coûte cher à l'environnement, aux agriculteurs, au climat, à la santé publique...

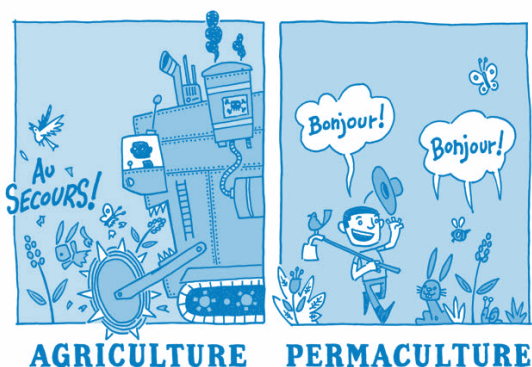
Un prix juste, c'est-à-dire un prix rémunérateur pour le producteur et abordable pour le consommateur, nécessiterait une augmentation de la part du budget des ménages allouée à l'alimentation<sup>26</sup>. Cependant, dans une économie localisée, cette augmentation du prix ne serait pas trop importante car la réduction du nombre d'intermédiaires réduit le coût des aliments tout en permettant aux agriculteurs d'y trouver leur compte. En effet, les circuits courts (comme les Gasap par exemple- voir encadré) permettent aux producteurs de dégager de meilleures marges que dans le système alimentaire dominant.

### • Une consommation responsable et contrôlée

Les habitudes de consommation, comme manger des tomates en toute saison ou manger de la viande tous les jours, emblématiques du système alimentaire dominant, ne sont pas durables. En effet, la consommation de fruits et légumes « hors-saison » implique des transports sur de longues distances ou l'usage de serres chauffées en hiver. Quant à la consommation excessive de viande, elle suppose la production de soja en monoculture (qui est liée à la déforestation et aux accaparements de terres, particulièrement au Brésil) pour nourrir le bétail et des émissions excessives de GES. La sensibilisation est un moyen de changer ces habitudes et d'inciter à une consommation différente (Servigne, 2014).

### • La transparence

La transparence doit régner tout le long de la chaîne alimentaire afin de permettre au consommateur de faire des choix éclairés et conscients (Baqué, 2012). Ainsi, pour chaque produit, l'affichage de l'origine, du mode de production, du mode de transformation, du prix au producteur, de la marge du revendeur, du coût en émission de GES... permettrait aux consommateurs de faire des choix conscients et responsables lors de leurs achats.



© Titom

<sup>26</sup> La part du budget des ménages belges attribuée à l'alimentation n'a fait que diminuer depuis le début du 20e siècle pour atteindre 13,5% en 2014 (Direction générale statistiques, 2015-2). Un prix juste pour le producteur impliquerait nécessairement une augmentation de cette part du budget chez les ménages belges. Ceci présente un risque pour les ménages ayant un revenu très faible. Le Réseau des Gasap ainsi que certaines mutuelles réfléchissent actuellement à des dispositifs de solidarité qui permettraient à des populations pauvres d'accéder à une alimentation durable et de qualité.

## **GASAP- AMAP – Coopératives alimentaires : les consommateurs à la manœuvre**

Association pour le maintien de l'agriculture paysanne en France, Groupe d'Achat Solidaire de l'Agriculture Paysanne à Bruxelles, Groupes d'Achats Communs en Wallonie, Voedsel Team en Flandre, coopératives d'alimentation durable... les alternatives à la grande distribution ne manquent pas. Toutes ont en commun la volonté de court-circuiter la grande distribution à travers les circuits courts.

En particulier, les GASAP Bruxellois, proches cousins des AMAP françaises, poussent plus loin l'engagement en faveur d'une autre agriculture. En effet, dans ces groupes d'achat, l'accent est mis avant tout sur la solidarité avec l'agriculture paysanne. Chaque groupe est en lien direct avec un agriculteur. La solidarité s'organise d'abord par la définition d'un prix équitable permettant au producteur d'avoir un revenu décent et aux consommateurs de ne pas se ruiner. Ensuite, chaque membre du groupe s'engage à acheter un panier de fruits et légumes hebdomadaire ou bimensuel sur une période d'au moins un an. Finalement, les consommateurs payent leurs paniers en avance soit pour l'année soit pour trois mois. Ainsi, le producteur a une sécurité et un fond de caisse qui lui permet d'investir dans son activité. Le contenu des paniers n'est pas défini à l'avance, il dépend de la production mais aussi des aléas climatiques et des éventuels problèmes (ou réussites) rencontrés par le producteur. En ce sens, les risques de la production sont partagés entre producteur et consommateurs.

La solidarité avec l'agriculteur s'exprime également par la participation, une ou deux fois par an, aux travaux de la ferme. De plus, chaque groupe est autogéré, chaque participant a droit à la parole et participe à la prise de décision. Les choix stratégiques du producteur sont discutés et décidés d'un commun accord par le groupe. Les GASAP sont un moyen de reprendre le contrôle de la définition du système alimentaire. Ils sont aussi un moyen de rencontrer ses voisins et de créer du lien

social. Pour le producteur, il s'agit d'une valorisation de son rôle nourricier. Chaque GASAP est autonome mais ils sont organisés en réseau, ce qui permet un appui technique ainsi qu'une meilleure visibilité du concept et par extension, un certain poids politique.

L'inconvénient de ces groupes peut venir à la fois de la faible diversité des produits proposés<sup>27</sup> et du fait qu'ils s'adressent surtout à des personnes sensibilisées et très engagées dans la réforme du système alimentaire. Ils s'avèrent peu accessibles à des publics défavorisés, bien qu'une réflexion soit en cours, à ce sujet, au sein du réseau.

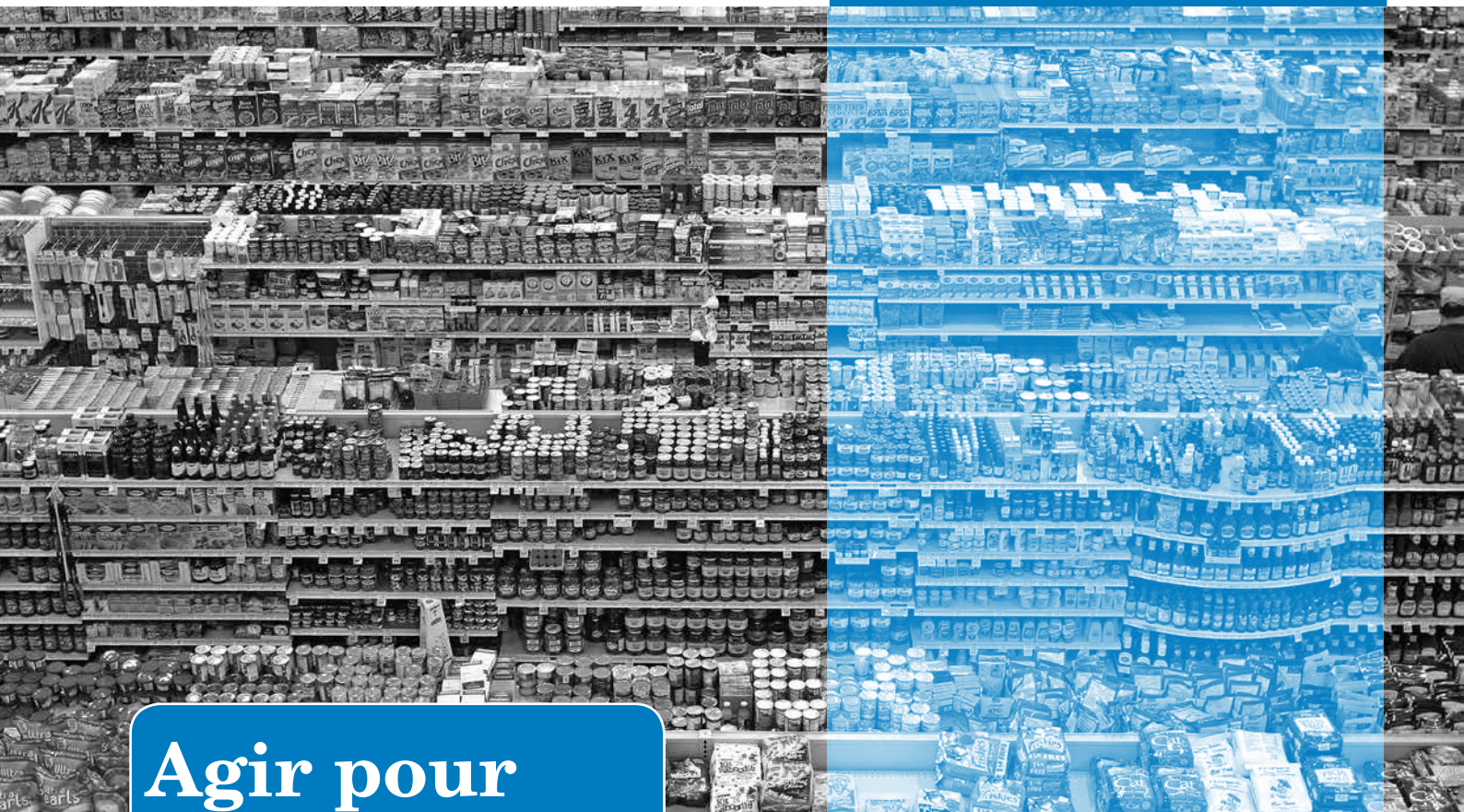
En parallèle aux GASAP se développent de nombreuses coopératives alimentaires et épiceries coopératives. L'objectif est également de proposer une alternative à la grande distribution mais avec une plus grande variété de produits le plus souvent locaux et toujours durables. À Bruxelles, la Bees-Coop est un projet de supermarché alternatif en développement. Sa mission est de rendre l'alimentation durable accessible au plus grand nombre de citoyens sans tomber dans les travers du bio-business tel qu'on le trouve dans les supermarchés classiques. Tout d'abord, la Bees-coop est une coopérative où chaque coopérateur est à la fois propriétaire (participation démocratique aux décisions de la coopérative), travailleur (chaque membre doit fournir trois heures de travail par mois à la coopérative) et client (seul les coopérateurs peuvent acheter des produits à la Bees-coop). Pour se différencier des supermarchés classiques, la Bees-coop joue la carte de la transparence aussi bien quant à sa gestion que quant à l'origine des produits qui y sont vendus. Le statut de coopérative implique l'absence de recherche de bénéfices à redistribuer à des actionnaires. Le but est avant tout social, c'est le développement de l'économie locale qui prime sur le profit.

---

<sup>27</sup> Il s'agit principalement de fruits et légumes locaux et de saison. Il existe aujourd'hui des super Gasap qui proposent également des produits laitiers transformés et de la viande, mais ils sont rares.

Comme le montrent les exemples proposés dans ce chapitre, de nombreuses alternatives existent et sont déjà mises en pratique (le plus souvent à petite échelle) partout dans le monde. Ces alternatives suivent (consciemment ou non) les principes qui pourraient servir de guide à un système alimentaire

durable. Pourtant, malgré ces nombreux exemples de réussites, les freins sont nombreux à la transition vers un système alimentaire durable. Certaines politiques publiques pourraient contribuer à lever de tels verrous.



# Agir pour la transition

Changer de système alimentaire n'est pas une question d'idéologie ni même de choix mais bien une nécessité. Si aucun modèle n'existe pour simplement remplacer le système alimentaire actuel, du moins, de grandes lignes et principes permettent de choisir la direction à prendre tout en s'inspirant d'initiatives déjà mises en œuvre et de plus en plus crédibles. Néanmoins, le changement ne s'opère pas en un jour ni de façon isolée. Il s'opère avec la participation des acteurs concernés : les syndicats agricoles, les associations de femmes, de consommateurs, de protection de l'environnement, avec des ONG de solidarité Nord-Sud, des centres de recherche et des citoyens concernés et mobilisés.

Une transition est nécessaire et cette transition est semée d'embûches qui sont autant de freins ou de verrous au changement. Autant pour lever ces verrous que pour accompagner la transition, de nombreux acteurs politiques et institutionnels, collectifs et individuels peuvent ajouter leur force au changement déjà en marche.

## Les freins à la transition

Les alternatives existent, nous l'avons vu : des pratiques comme l'agroécologie et la permaculture sont crédibles et plus performantes que l'agriculture industrielle quand on les mesure avec des indicateurs compatibles avec la résilience (IPES-Food, 2016). Pourtant, bien que les avantages de ces alternatives soient reconnus, celles-ci restent minoritaires. Cela est dû au fait qu'il existe des blocages empêchant le décollage d'un système alimentaire différent. Certains blocages sont structurels, on parle alors de verrouillages. Il s'agit de structures, d'acteurs qui se développent autour d'un paradigme sociotechnique (ici l'agriculture industrielle et son système alimentaire) et qui, au fur et à mesure de leur développement, renforcent leur position pour se maintenir en place. Ils découragent l'émergence de l'alternative et la confinent à l'état de niche (Servigne, 2014). D'autres blocages sont dus à la situation particulière des agriculteurs dans l'actuel paradigme sociotechnique. Dans leur position de faiblesse et de pression,

ils disposent de peu de marge de manœuvre pour entreprendre le changement.

## Les verrouillages

### • Orientation vers l'export

Comme vu dans le chapitre 1, le développement des transports et le bas prix des énergies fossiles ont permis l'accroissement sans précédent des échanges internationaux, avec pour conséquence la spécialisation et l'industrialisation de l'agriculture. Aujourd'hui, le libre-échange et l'exportation sont des objectifs politiques en soi (IPES-Food, 2016). Ces objectifs sont soutenus par des politiques et des subsides qui incitent les agriculteurs à la spécialisation et à l'industrialisation de leur production. Parallèlement, les acteurs dominants du secteur agricole (industries des semences et des intrants chimiques, industries de transformation, grande distribution...) sont structurés de façon à favoriser ce développement car ils en bénéficient grandement.

Tant que le libre-échange sera un objectif en soi et tant que les soutiens politiques et économiques iront à l'agriculture orientée vers l'export, un changement en profondeur du système alimentaire dominant sera très difficile. Comme vu au chapitre précédent, si l'on prend l'exemple d'un système alimentaire durable, sans renier les échanges entre régions, il se concentre principalement au niveau local, ce qui est incompatible avec une logique d'exportation à outrance.

### • Vision à court terme

Le développement d'une agriculture résiliente, diversifiée et locale prendra du temps (IPES-Food, 2016). Les décisions économiques et politiques qui permettraient de mener à ce modèle n'auraient donc d'effets que sur le moyen, voire le long terme.

Or, dans le monde politique comme dans le monde économique, ce sont les logiques de court terme qui prévalent. La politique est rythmée par les échéances électorales et un politicien désireux d'être réélu ne prendra pas de décision dont les effets ne seront pas visibles pendant son mandat (IPES-Food, 2016). Dans la sphère économique, les investisseurs, les actionnaires d'entreprises de l'agro-business attendent

des retours rapides sur leurs investissements. Ils sont également ancrés dans une logique de court terme (Idem). Dans ces conditions, les investisseurs risquent de ne pas soutenir une transition du système alimentaire dont les effets seront visibles à long terme.

Pourtant, pour les agriculteurs, opérer une transition vers une agriculture résiliente présente de nombreux risques (voir infra) et la stabilité peut mettre du temps à venir. Ils ont besoin de politiques et d'appuis économiques sur le long terme pour garantir un minimum de sécurité dans leur transition.

### • Compartimentage

La société actuelle est extrêmement compartimentée. Que ce soit dans les structures scolaires, l'organisation des ministères, de la recherche ou même de l'économie, chaque élément, chaque secteur ou domaine d'activité est comme un silo, séparé des autres secteurs. La solution à un problème est pensée sans liens avec les autres problèmes.

Au sein même de l'agriculture, chaque type de production est compartimenté, chaque niveau de production également. On retrouve cette séparation dans les écoles et facultés d'agronomie, dans l'organisation des secteurs économiques en filières et dans les ministères. À ce titre, l'exemple de la PAC est parlant. Alors qu'elle concerne l'environnement, l'énergie, le commerce, le développement... c'est la Direction générale de l'agriculture de la Commission européenne et la commission sur l'agriculture du Parlement européen qui en dominent les réformes (IPES-Food, 2016).

Les problèmes de l'agriculture industrielle sont abordés en concertation avec des acteurs du secteur de l'agriculture industrielle et les solutions proposées restent dans le cadre de l'agriculture industrielle, malgré les nombreuses critiques vis-à-vis d'une telle approche. C'est un fonctionnement qui renforce les structures du système alimentaire dominant. Car selon cette approche, les acteurs dominants de ce système occupent la meilleure position pour proposer des réponses aux problèmes qu'ils génèrent eux même. L'alternative durable a donc peu de chance d'émerger.

### • Concentration de pouvoir

Nous l'avons vu, le système alimentaire dominant a permis l'émergence d'acteurs très puissants qui récoltent tous les bénéfices de ce modèle. Plus ils engrangent de bénéfices et plus ils renforcent leur pouvoir économique et politique (IPES-Food, 2016).

Ces acteurs de l'agro-business mobilisent leur pouvoir dans le but de maintenir ce système qui les favorise. Ils ont le pouvoir de formuler les problèmes aussi bien que les solutions, s'assurant ainsi une demande pour leurs produits (Idem). Par exemple, les entreprises de l'agro-business sont devenues championnes du discours sur la faim dans le monde. Elles ont la capacité de maintenir la croyance selon laquelle la faim est une question de quantité et donc de production<sup>28</sup>. Les entreprises de l'agro-business se proposent donc de permettre de meilleurs rendements pour augmenter la production alimentaire (Ibidem). Les entreprises de la grande distribution sont quant à elles championnes de la lutte « contre la vie chère ». Et elles se font fortes de maintenir la pression sur les producteurs afin d'obtenir des prix toujours plus bas grâce à des systèmes toujours plus industrialisés. Quand ces entreprises ont décidé que le bio était une chance pour redorer leur blason et accroître leurs bénéfices, elles ont orienté le débat non pas sur les bienfaits d'une agriculture bio mais sur la nécessité de rendre cette agriculture aussi compétitive que l'agriculture chimique. Ce sont les prix qui ont mené la danse, réduisant à peau de chagrin le projet de société à l'origine de l'agriculture biologique (Braqué, 2012).

Le pouvoir économique entraîne un pouvoir politique que les entreprises de l'agro-business n'hésitent pas à employer pour influencer les élus de tous bords. Selon les registres volontaires de transparence des lobbies européens, les lobbyistes de l'agro-business sont quatre fois plus nombreux que tous les autres secteurs. S'agissant d'une base de données volontaires, il est probable qu'un plus grand nombre encore ne soit pas déclaré officiellement comme lobbyistes de

l'agro-business (Chambers, 2016). Dans le cadre des négociations du TTIP, les lobbies de l'agro-business sont ceux qui sont les plus consultés par la Commission européenne<sup>29</sup>. C'est dire l'énorme pouvoir que détiennent ces entreprises pour maintenir le système tel qu'il est.

Dans une large mesure, ces entreprises détiennent aussi le quasi-monopole de la recherche en agriculture. Avec le retrait progressif des financements publics de la recherche (IPES-Food, 2016), les entreprises de l'agro-business ont investi massivement dans ce secteur. Ces entreprises veulent s'assurer que la recherche va bien dans le sens de « plus d'industrialisation » et « plus de spécialisation ». Et pour cela, elles n'hésitent pas à discréditer les chercheurs qui vont à leur rencontre (IPES-Food, 2016), ni à influencer les recherches soi-disant « indépendantes » sur les effets ou les non-effets de certains produits chimiques ou des OGM sur la santé ou l'environnement.

Ainsi, quand l'Organisation mondiale de la santé a classifié le glyphosate (la molécule active du produit phare de Monsanto : Roundup mais également présente dans de nombreux herbicides d'autres marques) dans la catégorie des produits cancérigènes pour les humains, l'UE a demandé à l'Allemagne de conduire une recherche indépendante pour évaluer la validité des propos tenus par l'OMS. Le panel « indépendant » de chercheurs était composé entre autres de deux employés de BASF et d'un employé de Bayer, deux géants de l'industrie agrochimique...<sup>30</sup>

Et si la transition vers un système alimentaire résilient et durable réduisait peu à peu le besoin en intrants chimiques et en semences hybrides ou OGM ? Si le commerce local ne dépendait plus de la grande distribution et d'entreprises de commerce international ? Si les animaux d'élevages n'étaient plus nourris par du soja transgénique venu des USA ou du Brésil ? Si la transformation des aliments se faisait à la ferme ou dans de petites unités de production locales ou

<sup>28</sup> En réalité, assez de nourriture est produite aujourd'hui pour nourrir la population mondiale. Malheureusement, la pauvreté d'une grande partie de la population limite son accès à la nourriture, tandis qu'en Occident, le gaspillage est énorme et le surpoids touche de plus en plus de personnes. La faim dans le monde est avant tout une question d'accès à l'alimentation et de redistribution des richesses. (Carracillo, 2015)

<sup>29</sup> <http://corporateeurope.org/international-trade/2014/07/who-lobbies-most-ttip>

<sup>30</sup> <http://corporateeurope.org/food-and-agriculture/2015/04/glyphosate-saga-independent-scientific-advice-according-germany-uk>

régionales ? Ceci n'aurait-il pas pour effet que les grands acteurs de l'agrobusiness ne seraient plus les bénéficiaires du système alimentaire ? Il y a fort à parier qu'ils feront leur possible pour empêcher l'émergence de ce nouveau système.

#### • Les agriculteurs sous pression

Comme vu dans les premiers chapitres de cette étude, les agriculteurs ont été poussés à agrandir leurs fermes et à s'engager dans la spécialisation et l'industrialisation de leur activité par une série de facteurs technologiques, politiques et économiques.

Aujourd'hui, les agriculteurs sont coincés dans un modèle agricole industriel dont ils sont dépendants pour assurer leur survie et rentabiliser leurs investissements. Le seul moyen de continuer dans cette activité est de poursuivre la logique de spécialisation, d'industrialisation et d'agrandissement en investissant toujours plus de capitaux. Le résultat de cette logique est le surendettement.

En Wallonie, le taux de solvabilité (c'est-à-dire la capacité à rembourser ses dettes) est en diminution chez les agriculteurs, pouvant atteindre 65% dans les exploitations laitières (Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des ressources et de l'environnement, 2014). D'une part, les agriculteurs s'endettent pour poursuivre la tendance à l'agrandissement et à l'industrialisation. D'autre part, les prix de vente diminuent, influencés par les marchés internationaux, et les producteurs ne parviennent plus à rembourser leurs dettes.

Dans ces conditions, la transition est risquée pour les agriculteurs et, sans soutien public, leur marge de manœuvre est très réduite.

#### • Accès à la terre

En Wallonie, le prix de la terre a augmenté: il a été multiplié par trois en dix ans, faisant passer le prix à l'hectare de 9 727 euros en 1995 à 27 190 en 2006 (Bouchedor, 2014). C'est principalement la concurrence entre l'urbanisation et l'agriculture qui fait grimper le prix de la terre sans lien avec sa valeur agricole. Seulement 30-35% des terres cultivées en Wallonie sont la propriété des agriculteurs (Villez, 2015). Le reste est loué aux producteurs par un bail à ferme, une forme de contrat de location des terres spécifique à l'agriculture qui protège les agriculteurs. Mais qu'ils soient locataires ou propriétaires, une augmentation du prix de la terre entraîne une augmentation des charges des agriculteurs.

De plus, et c'est là que réside le problème quand il s'agit de penser la transition du système alimentaire, le prix élevé de la terre rend très difficile l'installation de nouveaux agriculteurs. En effet, selon Stéphane Desgain, chercheur au CNCN, un agriculteur qui souhaite s'agrandir pourra facilement obtenir un prêt à la banque tandis que cela est quasi impossible pour une personne voulant se lancer dans l'agriculture. Or, sans un accès sécurisé à la terre pour les agriculteurs (actuels et futurs), la transition est difficilement envisageable.



### Des politiques qui vont dans le bon sens

Malgré les verrouillages évoqués plus haut, certaines politiques, sans aller au fond du problème, vont dans le sens d'une transition vers un système alimentaire plus durable.

### Le Code agricole wallon

Il s'agit d'un texte de loi voté par le parlement wallon le 26 mars 2014. Ce texte avait pour mission première de rassembler les multiples législations et réglementations concernant le secteur agricole dans un seul texte pour en favoriser la compréhension. Il a surtout permis au ministère wallon de l'agriculture de définir une véritable vision du rôle de l'agriculture wallonne dans la société. Suite à des consultations en ligne auxquelles 5000 personnes ont répondu et à des rencontres avec près de 3000 personnes (agriculteurs, consommateurs...), le ministre Carlo Di Antonio a proposé un texte ambitieux qui servira de socle pour toute action liée à l'agriculture. Non seulement ce texte a été écrit sur la base d'une large consultation mais en plus, il a une approche multidisciplinaire qui ne se limite pas à une vision purement productiviste de l'agriculture. Des liens sont faits avec le ministère de l'environnement, du tourisme, de l'aménagement du territoire... Ainsi, on peut lire dans le premier article du code :

« L'agriculture est un des socles de notre société et fait partie du patrimoine commun de la Région wallonne. Elle est essentielle à son fonctionnement économique, social et environnemental et concourt au développement durable. L'agriculture wallonne est plurielle et multifonctionnelle. Cette diversité est une source de richesse à préserver. [...] La Wallonie encourage le maintien d'une agriculture familiale, plurielle, rentable, pourvoyeuse d'emplois et l'évolution vers une agriculture écologiquement intensive<sup>31</sup>. »

Cette vision est détaillée dans une série d'objectifs qu'entend remplir le ministère de l'agriculture :

- Favoriser l'accès à la terre et l'installation des jeunes
- Investir dans l'autonomie énergétique des exploitations
- Reconnecter producteurs et consommateurs pour une agriculture humaine
- Promouvoir la consommation de produits wallons et faciliter leur reconnaissance

- Développer l'agriculture biologique et la qualité différenciée
- Mettre en réseau l'ensemble des services proposés aux agriculteurs
- Consolider une recherche agronomique en lien direct avec le terrain
- Protéger et valoriser les races animales et les variétés végétales wallonnes
- Encourager une agriculture qui préserve notre environnement, notre biodiversité et nos paysages

Le Code organise également la participation des acteurs du secteur agricole, de la protection de l'environnement et de la protection des consommateurs à la définition concrète des politiques qui en découleront. Ainsi a été créé le collège des producteurs qui réunit les différents syndicats agricoles ainsi que des représentants des différentes filières de productions. Ce collège peut conseiller le ministère et participe à la définition des politiques.

Pour l'heure, le code agricole wallon trouve son application concrète dans la réforme du bail à ferme qui devrait faciliter l'accès à la terre en Wallonie. La déclinaison du Code en politiques concrètes prendra du temps et il est important de s'assurer qu'au fil des législatures, il ne soit pas relégué au fond d'un tiroir et que son application se fasse en concertation avec tous les acteurs concernés comme c'est le cas aujourd'hui.

### Good Food Brussels

La stratégie Good Food Brussels est une politique de la région de Bruxelles Capitale adoptée le 18 décembre 2015. Elle est le fruit de plusieurs mois de co-construction avec tous les acteurs de la chaîne alimentaire en région bruxelloise. Cette stratégie s'étend sur 5 ans (2016-2020) et « vise à placer l'alimentation au cœur de la dynamique urbaine, en l'abordant dans toutes ses dimensions, économiques, sociales et environnementales<sup>1</sup> » en produisant mieux (développer la production locale durable) d'une part et en mangeant bien (rendre l'alimentation locale et de qualité accessible à tous) d'autre part. Bien que la stratégie ne s'étende pour l'instant que sur cinq ans, elle se base sur une vision de l'alimentation bruxelloise à l'horizon 2035 qui est composée de plusieurs axes stratégiques<sup>32</sup> :

<sup>31</sup> <http://agriculture.wallonie.be/BG/CodeWallonAgricultureVersionMoniteur.pdf>

- augmenter la production alimentaire locale et durable,
- accompagner la relocalisation et la transition d'une offre durable pour tous,
- accompagner la transition de la demande pour tous,
- développer une culture alimentaire « Good Food » durable et désirable,
- réduire le gaspillage alimentaire,
- penser et favoriser les systèmes alimentaires de demain,
- assurer la gouvernance de la mise en œuvre de la stratégie.

Ces axes stratégiques se déclinent en une quinzaine d'actions telles que l'accélération de la transition des cantines et restaurants ou l'accompagnement des écoles dans la sensibilisation des enfants à l'alimentation durable, des soutiens financiers pour le développement d'activités de production ou de transformation, mise en réseaux des acteurs du système alimentaire bruxellois...

La stratégie Good Food Brussels est encore jeune et doit faire ses preuves mais l'initiative est prometteuse et place le système alimentaire bruxellois sur les voies de la transition.



## Quelques recommandations pour la transition

### Scénariser le futur

Avant d'envisager la transition du système alimentaire wallon, il convient de déterminer les potentialités énergétiques et alimentaires de la région, en commençant par une analyse approfondie de la situation actuelle de l'agriculture wallonne et de l'utilisation des terres wallonnes. Un intérêt important doit être porté, dans cette analyse, à la dépendance de la région aux ressources extérieures afin d'envisager un scénario dans le cas où ces ressources ne seraient plus disponibles.

Il s'agit ensuite, comme c'est le cas du scénario Aferre produit en France par l'ONG Solagro<sup>33</sup>, de proposer des scénarios d'actions pour assurer la transition des systèmes alimentaires wallons. Chaque entreprise ou segment du système alimentaire devrait être encouragé à entreprendre le même genre d'analyse et de scénarios avec et sans ressources extérieures non renouvelables.

### Définir le futur ensemble

Sur la base d'une analyse lucide de la situation actuelle et des menaces futures ainsi que sur des propositions de grands scénarios de transition, il s'agit d'engager le dialogue avec les parties prenantes volontaires et ceci, aux différents niveaux de pouvoir. Une participation citoyenne active à la définition du système alimentaire est à encourager.

En ce sens, les exemples des conseils de politiques alimentaires gagnent à être promus et soutenus dans les communes wallonnes.

### Réduire le pouvoir des multinationales et réguler le commerce

Comme vu dans cette étude, le système alimentaire est verrouillé par la concentration du pouvoir dans les mains de quelques entreprises ainsi que par la libéralisation des échanges. Pour permettre à un système alimentaire différent d'émerger, le pouvoir pourrait être mieux reparté. La protection des agriculteurs et des alternatives est possible notamment par :

<sup>32</sup> <http://www.goodfood.brussels/fr/content/strategie-good-food>

<sup>33</sup> <http://afterres2050.solagro.org/a-propos/le-projet-afterres-2050/>

La promotion de la régulation du commerce agricole, par exemple en soutenant la mise en place d'une exception agricole et d'un cadre strict de respect des normes sanitaires, environnementales et sociales dans la négociation de traités commerciaux ;

La participation active de la Belgique au « Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé de l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme ». Actuellement, la Belgique ainsi que l'UE refusent de participer à ces négociations qui pourtant permettraient un contrôle accru de l'activité des entreprises privées et une protection accrue des droits humains (y compris le droit à l'alimentation et le droit à un environnement sain).

### **Protéger l'agriculture locale et soutenir les alternatives alimentaires**

Partout en Europe et en Belgique, des alternatives au système alimentaire dominant émergent. Ces alternatives sont nombreuses, concernent des secteurs et des acteurs variés, elles sont crédibles et inventives. Et surtout, elles sont la preuve que le changement est en marche. Mais le plus souvent, ces alternatives sont embryonnaires ou occupent des niches. Pour se développer à une plus grande échelle, elles ont besoin d'un soutien politique et administratif. De plus, de nombreux agriculteurs, piégés dans le modèle agricole dominant, ont la volonté d'opérer une transition de leur agriculture. Sans soutien politique et financier, ils peinent à sortir de l'ornière du productivisme et du surendettement.

Les pouvoirs publics ont la capacité d'appuyer les alternatives au système alimentaire dominant et les agriculteurs désireux d'opérer une transition. Ainsi, les pouvoirs publics peuvent :

- Aider financièrement les agriculteurs pour qu'ils convertissent leur terre progressivement en commençant par de petites parcelles d'expérimentations ;

- Approvisionner les administrations et les institutions publiques en aliments locaux et sains ;
- Orienter les subsides de la PAC vers la transition, notamment par la répartition du deuxième pilier en faveur des agricultures durables ;
- Favoriser les alternatives qui émergent d'elles-mêmes, en facilitant des crédits à taux zéro, par le financement d'un emploi dès le départ, par la fourniture d'outils et de services de gestions appropriés ;
- Créer des pépinières d'initiative durables et résilientes, des lieux d'échange, des plateformes et des réseaux pour propager les expériences aux niveaux provinciaux et régionaux.

### **Protéger l'accès à la terre et favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs**

L'accès à la terre est un enjeu primordial pour la transition vers une agriculture durable. La terre est un bien commun qui concerne l'entièreté de la population parce qu'elle est liée à des enjeux aussi cruciaux que l'alimentation et la santé de tous. La zone agricole doit donc être gérée dans l'intérêt général, dans le but de rencontrer l'objectif de produire une alimentation saine et durable pour les personnes. C'est la fonction première de l'agriculture telle que mentionnée dans l'article premier du Code wallon de l'agriculture (voir supra). Pour améliorer la gestion de la terre dans un objectif de transition vers une agriculture durable, plusieurs outils gagnent à être révisés :

- le système des aides PAC liées à l'hectare, afin que les aides agricoles soient réellement utilisées en vue de stabiliser le revenu des agriculteurs et rendre les produits alimentaires plus accessibles aux populations ;
- la politique foncière, afin que les pouvoirs publics puissent disposer d'outils de régulation du marché des terres agricoles permettant de préserver l'objectif nourricier, fonction première de l'agriculture tout en l'orientant vers plus de durabilité ;
- la fiscalité qui devrait être au service d'une politique d'affectation des sols soutenant l'utilisation des terres agricoles à des fins nourricières.

Une réforme du bail à ferme semble également nécessaire pour faciliter la gestion durable des terres agricoles<sup>34</sup>.

Tous les acteurs concernés méritent d'être entendus : que ce soit les syndicats agricoles ou d'autres initiatives explorant des modes alternatifs de partage et de distribution de la terre. Ainsi, des projets comme Terre en Vue et la Plateforme pour le foncier agricole<sup>35</sup> (PFFA) font des propositions très concrètes<sup>36</sup> qui méritent d'être entendues par les pouvoirs publics.

### **Favoriser un mode de consommation durable et responsable**

La consommation est à la fois une question individuelle et collective. En effet, si chacun peut prendre la responsabilité de consommer différemment, les dynamiques collectives, à l'instigation des pouvoirs publics, peuvent aussi influencer le comportement des consommateurs.

D'abord, la sensibilisation à l'alimentation durable devrait intervenir dans les programmes scolaires dès le plus jeune âge. Cette sensibilisation peut emprunter des voies classiques (des séances d'information en classe...) mais aussi des voies moins habituelles (installation de potagers dans les écoles, où les élèves peuvent avoir un contact direct avec l'alimentation, des cours de cuisine durable...). La pratique concrète

d'une consommation durable est également possible : produits frais, locaux et de saison dans les cantines, distributeurs d'alimentation locale et durable en lieu et place des distributeurs de l'agro-industrie...

Ensuite, les institutions et les pouvoirs publics peuvent donner l'exemple et inciter à la consommation durable et responsable : en instaurant une journée végétarienne par mois ou par semaine dans les institutions publiques tout en incitant les restaurants et les citoyens à en faire de même, en fournissant les cantines des institutions publiques en produits frais, locaux et de saison...

La consommation est également dépendante de l'accessibilité de l'offre. C'est pourquoi les communes devraient favoriser le développement de marchés paysans où des producteurs locaux et durables pourraient avoir une plus grande visibilité. Des espaces publicitaires pourraient également être réservés à la consommation durable et responsable ainsi qu'à la mise en avant d'initiatives locales de production, transformation ou consommation. Chaque commune ou chaque province pourrait également faire un recensement des initiatives de consommation durable et responsable présentes sur son territoire et diffuser ce recensement auprès de ses citoyens.



<sup>34</sup> Cette réforme est prévue par le code wallon de l'agriculture et est en cours actuellement, bien que le processus soit conflictuel et très long.

<sup>35</sup> Il s'agit d'une plateforme réunissant plusieurs organisations (Terre-en-vue, CNCD-11.11.11, UNAB, MAP, FUGEA, IEW, FIAN, Nature et Progrès et Natagora) en dialogue avec le ministère wallon de l'agriculture dans le cadre de la réforme du bail à ferme.

<sup>36</sup> Voir sur : <http://www.pfsa.be/spip.php?article1176>

# Conclusions

Parler du changement est un exercice difficile car celui-ci contient inmanquablement une grande part d'inconnu. Toute nouveauté comporte des risques. Dans les étapes de transition, des coûts (en ressources humaines et financières) peuvent intervenir. Par exemple, la transition d'un système agricole à un autre nécessite des investissements non rentables à très court terme alors qu'il s'agit de vivre durant cette période.

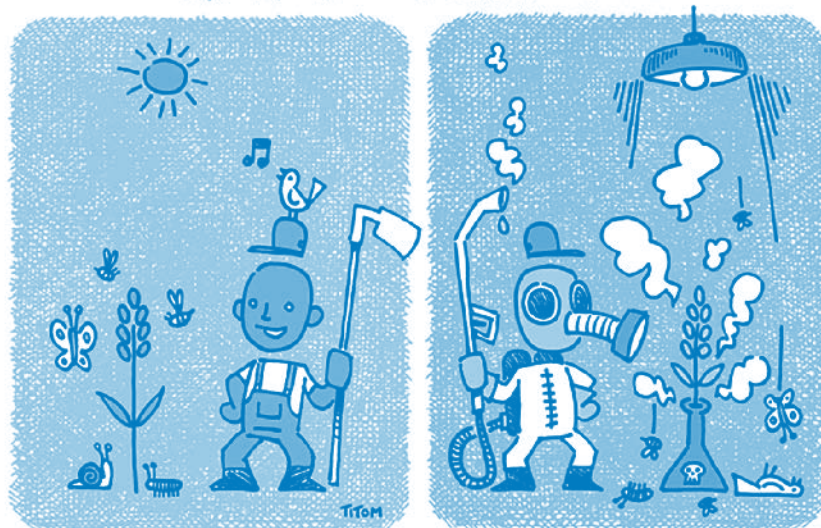
Par ailleurs, la mise en place de ces alternatives ou les politiques publiques les appuyant peuvent entraîner des effets indésirables imprévus. Ainsi, des déséquilibres de genre (une surcharge de travail pour les femmes par exemple) ou des discriminations de classe (difficulté d'accès aux alternatives pour les populations pauvres par exemple), peuvent avoir lieu. Comme dans la plupart des transitions structurelles, les effets des changements (positifs et négatifs) ne s'observent pas immédiatement. C'est la raison pour laquelle sont nécessaires des études d'impact et évaluations des actions entreprises (surtout en ce qui

concerne les politiques de transition) pour le changement du système alimentaire dominant.

Cependant, ces risques, ainsi que la vision à long terme, ne constituent pas des excuses à l'inaction. Au contraire, ils sont une invitation à l'inventivité, à l'imagination et, pourquoi pas, à l'utopie.

Chacun a son rôle dans cette transition. Chacun faisant sa part, le changement devient possible. Les défis du futur sont nombreux. Relevons-les ensemble. Entraide et Fraternité croit dans un changement du système alimentaire, qui contribue à rendre la terre plus juste et durable pour tous et toutes. Avec nos partenaires dans les pays du Sud et nos alliés en Europe et en Belgique ainsi que d'autres acteurs concernés et motivés par la transition, nous continuerons à explorer les alternatives tout en signalant les dérives possibles et, ce faisant, à donner à voir les pistes de transition qui émergent ou se confirment ici et là-bas. Et vous, quelle sera votre part ?

## CHERCHER L'ERREUR...



- Alison Alkon, Alethea Harper, Annie Shattuck, Eric Holt-Giménez, Frances Lambrick; "Food Policy Councils: Lessons Learned"; Food First; 2009
- E. Auquier et R.-M. Luyckx; « Subventions à l'exportation, interventions sur le marché intérieur et débouchés dans les pays tiers »; CRA-W&FUSAGx; 2007
- Philippe Baqué, Hind Aissaoui Bennani, Pierre Besse, Michel Besson, Clémentine Cirillo-Allahsa, Patrick Herman, Laetitia Mailhes, Silvia Pérez-Vitoria; « La bio entre business & projet de société »; Agone; 2012
- Kristoffer Berger; « Les cités nourricières : repenser la ville au XXIème siècle »; Analyse Entraide et Fraternité; 2015
- Astrid Bouchedor; « Pour un meilleur accès à la terre en Belgique et en Europe »; FIAN Belgium; 2014
- Thierry Bréchet, Patrick Van Brusselen; « Le pic pétrolier : un regard d'économiste », Reflets et perspectives de la vie économique 2007/4 (Tome XLVI), pp 63-81
- Hélène Capocci; « Des circuits courts pour changer le monde ? »; Analyse Entraide et Fraternité; Novembre 2014
- Carmelina Carracillo; « La faim dans le monde : on s'habitue ou on change ? »; Analyse Entraide et Fraternité; 2015
- Maxime Caudron; « Le néolibéralisme européen à toutes les sauces »; Analyse Entraide et Fraternité; Novembre 2014
- Maxime Caudron; « Madagascar : paysans et paysannes face aux changements climatiques »; Analyse Entraide et Fraternité; novembre 2015-1
- Maxime Caudron (coord), Hélène Capocci, François Letocart; « Paysans résolus, réchauffement combattu »; Etude Entraide et Fraternité; 2015-2
- Anthony Chambers; "The Lobbying of the EU: How to achieve greater transparency"; Civitas: Institute for the Study of Civil Society; février 2016
- Jean-Paul Charvet; « UNION EUROPÉENNE - Politique agricole commune »; Encyclopædia Universalis [en ligne]; 2008; consulté le 28 octobre 2016. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/union-europeenne-politique-agricole-commune/>
- Céline Decamp; « Les circuits courts solidaires et durables en Wallonie »; Credal Conseil; Février 2013
- François Delvaux; « Soutenir et (re)construire des systèmes alimentaires localisés: les contours d'une (re)localisation »; Etude Entraide et Fraternité; Octobre 2013
- Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des ressources et de l'environnement. Département de l'Etude du Milieu naturel et agricole. Direction de l'analyse économique agricole; « Evolution de l'économie agricole et horticole de la Wallonie 2013-2014 »; SPW Editions; 2014
- Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des ressources et de l'environnement. Département de l'Etude du Milieu naturel et agricole. Direction de l'analyse économique agricole; « L'agriculture wallonne en chiffres »; SPW Editions; Février 2015
- Direction générale statistiques; "Les chiffres clés de l'agriculture"; SPF économie; 2014
- Direction générale statistiques; "Les chiffres clés de l'agriculture"; SPF économie; 2015-1
- Direction générale statistiques; « Le logement absorbe un tiers de nos dépenses »; Communiqué de presse; SPF économie; 2015-2
- FAO; "Food wastage foot print: impact on natural resources"; Summary Report-FAO; 2013
- FAO, FIDA, PAM; « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux »; FAO; Rome; 2015
- FUGEA; "Forum de l'autonomie fourragère"; Actes; Décembre 2015
- Lauren Garrouste, Laurence Lyonnais, Roxane Mitralias (Coord), Bernard Breton, Mathieu Cassez, Clémentine Come, Marc Dufumieur, Denis Fric, Isabelle Goldringer, Pierre Meneton, Claudia Neubauer, Jocelyne Porcher, Josie Riffaud, Pierre Rousset, Bérange Störup, Esther Vivas; « Pistes pour une agriculture écologique et sociale »; Editions Sylepse; Paris; 2014
- Hinrichs C.; « The practice and politics of food system localization »; Journal of Rural Studies; vol.19; 2003; pp. 33-45.
- IPES-Food; "From uniformity to diversity: a paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems"; International Panel of Experts on Sustainable Food systems; 2016
- John Hopkins; « Trends of Food Policy Councils »; Center For A Livable Future; 2015
- Marc Kreis; « La Politique agricole commune : quelques réflexions critiques »; Revue Forum, n°297; juin 2010
- Laurence Lambert; « Slow Food : Où En Est L'agriculture Wallonne ? »; Étopia: Slow Food : Bon, Propre Et Juste pp 141- 164; 2008
- Marcel Mazoyer et Laurence Roudart; « Histoire des agricultures du monde : du néolithique à la crise contemporaine »; Edition du Seuil; Paris; 2002
- Christophe McGlade et Paul Ekins; « The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2°C »; Nature 517; janvier 2015; pp 187-190
- Yves Montouroy; « Matthieu Ansaloni, Le tournant environnemental de la Politique Agricole Commune »; Paris, L'Harmattan; 2015, 359 pages. »; Politique européenne 2016/1 (N° 51); pp 188-195.
- Benoît Noel et Laurence Van Malder; « Réinventer l'agriculture en Wallonie »; Les compagnons de la terre; 2014
- Jean-Philippe Peemans; « Les politiques agricoles au fil du temps : logiques dominantes et conséquences »; In Sophie Charlier et al; « La souveraineté alimentaire, regards croisés »; Presses Universitaires de Louvain; Louvain la Neuve; 2007; pp 29-52
- Emmanuelle Piccoli; « Le Monde Agricole En Wallonie : Enjeux Sociaux D'une Souveraineté Alimentaire »; Etude Centre Avec; 2006
- José Renard; « Quarante-cinq années d'organisation commune du marché des céréales : De l'OCM modèle à l'OCM unique »; CRA-W&FUSAGx; 2007
- Roininen K., Arvola A. et Lähteenmäki L.; « Exploring consumers' perceptions of local food with two different qualitative techniques: Laddering and word association »; Food Quality and Preference; vol.17; 2006; pp. 20-30.
- Service Public de Wallonie – Environnement; « L'Etat de l'environnement wallon partie 11 : Sols, 11-2 Matières organiques dans les sols »; 2014-1
- Service Public de Wallonie – Environnement, « L'Etat de l'environnement wallon partie 12 : Faune, et habitats, 12-5 Statut de conservation des espèces »; 2014-2
- Service Public de Wallonie – Environnement; « L'Etat de l'environnement wallon partie 12 : Faune, et habitats, 12-6 Evolution des populations d'abeilles sauvages »; 2014-3
- Service Public de Wallonie – Environnement; « L'Etat de l'environnement wallon partie 12 : Faune, et habitats, 12-7 Evolution des populations d'abeilles domestiques »; 2014-4
- Pablo Servigne; « Nourrir l'Europe en temps de crise : vers des systèmes alimentaires résilients »; Editions Nature et Progrès; Liège; 2014
- F. Terrones Gavira, P. Burny, P. Lebailly; « Caractéristiques du capital foncier des exploitations agricoles dans le Sud de la Belgique »; Intervention lors du colloque: Le foncier agricole, usages, tensions et régulation; Lyon; 11 et 12 juin 2014
- Daniel Van Der Steen; « Les stratégies alimentaires : ambiguïté des politiques des organisations internationales (FAO, PAC) »; In Sophie Charlier et al; « La souveraineté alimentaire, regards croisés »; Presses Universitaires de Louvain; Louvain la Neuve; 2007; pp 53- 69
- Audrey Vankeerberghen; « La transition des agriculteurs wallons vers l'agriculture biologique »; Actes 1er Congrès Interdisciplinaire de Développement Durable: quelle transition pour nos sociétés? Thème 2: Alimentation, Agriculture, Élevage; pp 123-139; 2013
- Juliette Villez; « L'accès à la terre en Wallonie »; Analyse Entraide et Fraternité; 2015

Le système alimentaire actuel semble incapable de remplir sa mission première : nourrir l'humanité. De plus, il produit des effets désastreux : déforestation, érosion des sols, problèmes de santé, puissance croissante des grands semenciers qui contrôlent l'amont de la production agricole mondiale et concentration des entreprises de transformation et de distribution qui en contrôlent l'aval, politiques de dérégulation des échanges commerciaux, accaparements de terres,... Autant de facteurs qui favorisent l'agrobusiness au détriment de l'agriculture paysanne et familiale au Nord et au Sud de la planète.

Face aux grands enjeux du 21ème siècle, les alternatives existent pourtant. Elles sont déjà mises en pratique partout dans le monde et dessinent les contours d'un nouveau modèle : un système alimentaire durable. Cette étude d'Entraide et Fraternité donne à voir les mécanismes qui ont mené aux dérives du système alimentaire actuel et explore les pistes de transition vers un système durable tout en en mettant en exergue les freins à celle-ci.

## Pour que la Terre tourne plus juste!



**Entraide et Fraternité**

32 rue du gouvernement provisoire • 1000 Bruxelles

02/227 66 80 • [www.entraide.be](http://www.entraide.be)